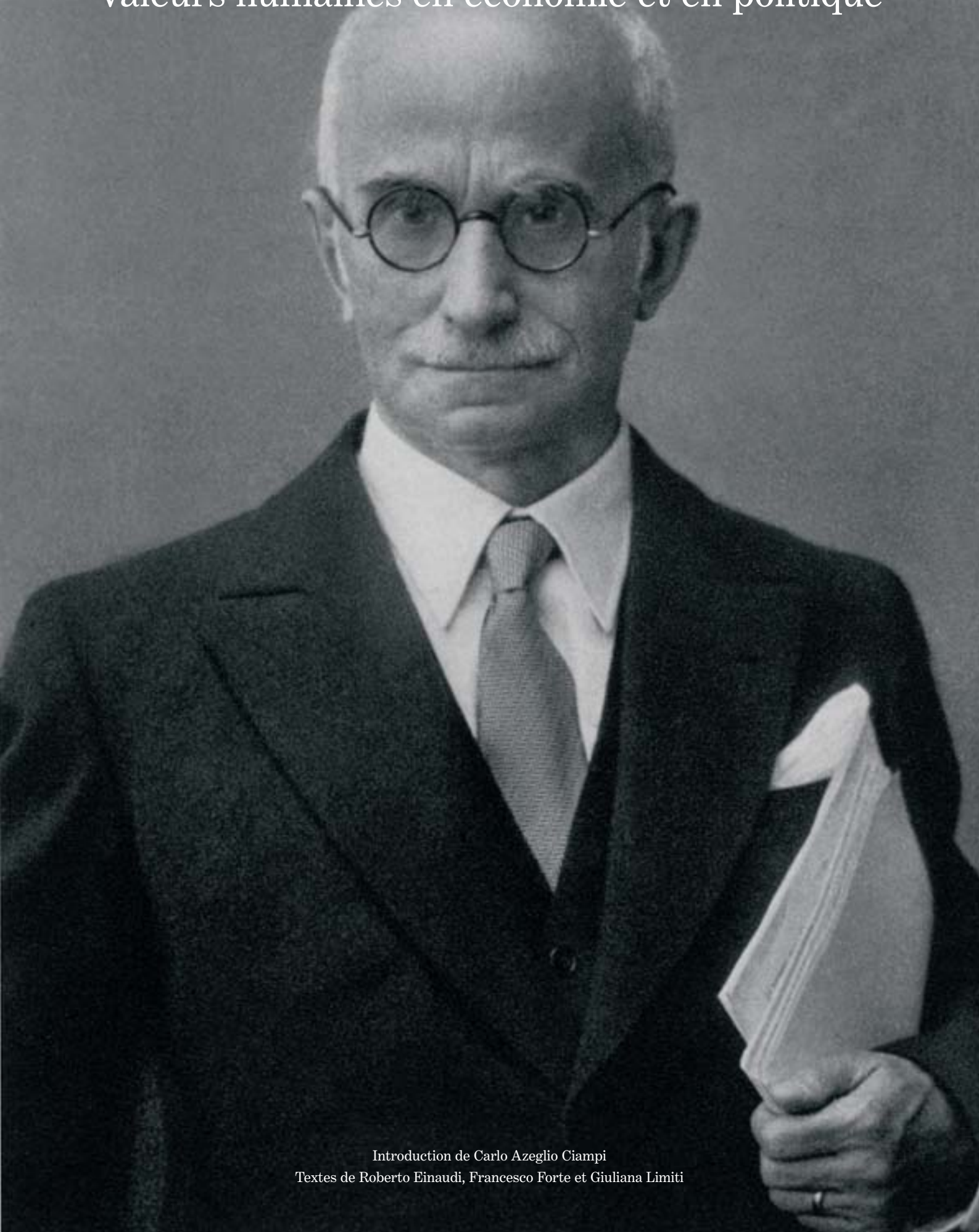


LUIGI EINAUDI

Valeurs humaines en économie et en politique



Introduction de Carlo Azeglio Ciampi

Textes de Roberto Einaudi, Francesco Forte et Giuliana Limiti



Luigi Einaudi: un souvenir vivant

par Carlo Azeglio Ciampi¹

Ancien Président de la République italienne

Je n'ai pas connu personnellement Luigi Einaudi bien qu'il ait été mon «gouverneur» entre 1946, année de mon entrée à la Banque d'Italie, et la fin mai 1948, année de son élection comme Président de la République. Pour quelqu'un qui, comme moi, a passé près d'un demi-siècle à la Banque d'Italie, Einaudi aura été, et pour cause, une référence constante. Un modèle. En effet, la culture de la Banque d'Italie est profondément nourrie de pensée einaudienne, inspirée par ses valeurs. Einaudi est le type même de serviteur des institutions vers qui ses successeurs n'ont cessé de se tourner pour orienter leurs propres actions, et ce malgré la diversité des situations. Un modèle, Einaudi le fut aussi pour tout le personnel de la Banque: je me souviens encore des récits de vieux employés qui l'avaient connu, et du sentiment de profonde admiration que suscitait cet homme sobre et discret, d'une rigueur frôlant parfois la sévérité, mais toujours tempérée par une profonde humanité, et qui savait se muer en sollicitude presque paternelle devant les problèmes de ses collaborateurs, surtout ceux de condition et de position plus modestes.

A la Banque d'Italie, la figure d'Einaudi résiste à la tyrannie du temps. Et comment pourrait-il en être autrement? La stabilité monétaire est pour ainsi dire inscrite dans les gènes de la banque centrale et la manœuvre de «stabilisation» mise en œuvre par Einaudi et Menichella en 1947, les convictions et les références culturelles qui l'ont inspirée, appartiennent désormais à la mémoire collective de cette institution. Einaudi lui-même en a été profondément influencé. Antonio d'Aroma, son plus proche collaborateur de l'époque jusqu'à ce qu'il accède à la présidence de la République, se souvenait qu'il n'avait «jamais cessé, jusqu'à son dernier jour, de raisonner en tant que gouverneur de la banque centrale».

Le 31 mars 1947, conscient du rôle que la Banque allait pouvoir jouer dans le processus de reconstruction du pays, Einaudi introduisait son rapport sur l'exercice 1946

en ces termes: «Je vais vous présenter l'analyse comptable des principales parties du bilan de notre Institut d'émission», pour ajouter peu après: «il s'agit à présent de donner des événements une analyse que je qualifierais d'économico-morale». C'était l'acte de naissance des «Considérations finales». Depuis, chaque année, le gouverneur de la Banque présente sous cette forme son analyse sur la marche de l'économie. Un document qui illustre la «vision» de la Banque d'Italie.

Même lorsqu'il eut quitté sa fonction de gouverneur, Einaudi ne cessa jamais d'attendre le rapport de la Banque comme «un rare bienfait», un document à lire, commenter, annoter puis renvoyer au gouverneur en poste qui prenait toujours en compte ses observations. Le style clair et concis de ses annotations témoignait aussi d'un «amour pour la clarté des idées et de l'expression, dicté par le plaisir de la pensée, par la volonté de suivre la logique avec honnêteté, par le respect pour la personne à qui l'on s'adresse, quelle qu'elle soit».

Comme je l'ai déjà dit, la leçon dispensée par Einaudi tant au poste de gouverneur qu'à celui de Président de la République par la suite a toujours été pour moi une référence. Lorsque je fus appelé à la plus haute charge de l'Etat, Einaudi a été bien plus pour moi que l'illustre prédécesseur dont, par une singulière coïncidence, je reprenais en quelque sorte le parcours. Evoquant sa figure à l'occasion des quarante ans de sa disparition, j'observais qu'«en exerçant le premier septennat présidentiel de la République italienne, il a eu la responsabilité d'assurer la transition de la monarchie à la république au plus haut niveau de l'Etat. Il a ainsi défini le style institutionnel de la fonction de Président, élaborant un modèle de référence destiné à durer». Einaudi a toujours été pour moi, avant tout, un modèle de discernement et d'impartialité. Il a su concentrer son action sur les fonctions que lui assignait la Constitution. Il en rend compte lui-même dans la préface à *Lo Scrittoio del Presidente*, où il explique, de façon presque tatillonne, sa lecture des

Page 1:
Portrait de Luigi
Einaudi, Président
de la République.

À gauche:
Einaudi, alors gou-
verneur de la Banque
d'Italie (1945-46).

articles 74, 87 et 95 de la Constitution. Et en ce qui concerne le dernier, plus particulièrement le passage: «Le Président du Conseil des ministres dirige la politique générale du gouvernement», il déclare en avoir fait une «interprétation [...] qui dépasse peut-être la lettre de la Constitution mais qui, à mon sens, est conforme au système voulu par l'Assemblée constituante: la politique du pays incombe au gouvernement qui s'est vu accorder la confiance du Parlement et non au Président de la République». Il est donc clair qu'il n'a jamais voulu outrepasser les pouvoirs accordés au Président dans le cadre d'une démocratie de type parlementaire, sans pour autant renoncer à l'exercice de ses prérogatives. Il s'est attelé à sa fonction avec fermeté et autorité. Avec discrétion mais sans ménagements, il intervenait, en cas de besoin, avec toute sa force de persuasion, sur le mode du conseil, de la suggestion, voire de l'exhortation.

Toutefois, il tint à préciser que «même lorsque le ton peut sembler vif», ses observations n'étaient jamais formulées «dans un but de critique, mais bien plutôt de cordiale coopération, de la part de quelqu'un qui, de par son âge avancé, pouvait être considéré comme un ancien digne d'être écouté». C'était là sa vocation de pédagogue, celle-là même qui l'animait en tant que journaliste à la *Stampa* et au *Corriere della Sera*, en tant que professeur d'université et enfin en tant que sénateur, au

Parlement. En somme, partout où le portèrent son rôle et sa fonction, partout où il jugea bon de faire entendre sa voix haut et fort pour servir la cause du bien commun, il ne craignit jamais les «sermons inutiles» [ndt: *Prediche inutili*, titre d'un de ses ouvrages].

Il est un autre domaine où je dois beaucoup à Einaudi, c'est l'Europe. Ma foi en une Europe unie s'est nourrie de son européisme. Cette conviction, il l'exposait déjà avec une grande lucidité dans les colonnes de la *Stampa*, à vingt-trois ans à peine. Déjà, il affirmait que c'est uniquement dans une Europe unie «que l'on atteindra peu à peu le stade où la majorité pourra s'imposer à la minorité et où cette dernière en acceptera les décisions sans recourir à l'épreuve ultime de la guerre».

Exilé en Suisse, en 1944, tandis que se consumait l'épilogue tragique de la Seconde Guerre mondiale, il considérait comme indispensable pour l'avenir de l'Europe l'abolition du «droit des Etats de battre leur propre monnaie, avec un nom, des poids et des titres spécifiques, et de fonder des banques centrales détenant le droit d'émettre des billets». Il fallait «abolir la souveraineté monétaire des Etats»; les raisons de cette conviction, c'est l'histoire elle-même qui les lui donnait. «La dévaluation de la lire italienne et du mark allemand qui ruina les classes moyennes et suscita le mécontentement de la classe ouvrière,» rappelait-il à titre de mise en garde, «est l'un des facteurs qui a fait le lit de ces bandes d'intellectuels chômeurs et d'excités de tous bords qui ont donné le pouvoir aux dictateurs. Si la fédération européenne parvient à priver les Etats de la possibilité de faire fonctionner la planche à billets [...], elle aura déjà accompli une grande œuvre». Cette grande œuvre est aujourd'hui achevée: la monnaie unique que l'Italie a appelée de ses vœux avec ténacité, souvent au prix de grands sacrifices, est une réalité, au même titre que la Banque centrale européenne. Le dessein que le jeune Einaudi avait esquissé au tournant du XX^e siècle a pris aujourd'hui, à l'aube du XXI^e siècle, des contours et des contenus plus précis. A présent, l'Europe doit savoir accélérer le pas vers l'unification politique.

J'aimerais conclure ce bref témoignage sur



En Sicile, avril 1940.



Luigi Einaudi en rappelant le lien indéfectible qui l'unissait à la Confédération helvétique, dont il admirait les institutions, le système parlementaire, les formes de démocratie directe, les universités, les écoles, en somme «tout [ce qui] répondait à ses goûts, à ses convictions, à ses idéaux». Einaudi trouva en Suisse une généreuse hospitalité lorsque le 23 septembre 1943, en compagnie de son épouse Donna Ida, il fut poussé à l'exil pour fuir la milice fasciste après l'armistice du 8 septembre. De ce voyage semé d'embûches pour un couple de personnes déjà âgées, Einaudi nous a laissé une chronique émouvante dans son *Tagebuch einer Flucht aus Italien* [Journal d'une fuite hors de l'Italie], publié sans nom d'auteur le 15 janvier 1944 dans le *Schweizerische Beobachter* de Bâle.

Il garda toujours une profonde gratitude pour ce pays qui s'efforça d'adoucir son exil, lui permettant de poursuivre son travail et ses recherches: c'est pendant ce séjour en Suisse que virent le jour les *Lezioni di politica sociale* [Leçons de politique sociale], issues en grande partie de ses cours à l'université de Genève et à l'Ecole d'Ingénieurs de Lausanne. Evoquant les péripéties de sa fuite vers la Suisse, il a dit: «J'ai été reçu à la frontière comme si le gouvernement suisse s'était dérangé pour moi».

Rentré en Italie le 10 décembre 1944, il remercia sans délai le pays qui leur avait offert, à son épouse et à lui-même, un témoignage aussi concret d'amitié et de solidarité. Dans un article du 13 décembre paru dans la revue *Risorgimento liberale* et justement intitulé «Prime impressioni»

[Premières impressions], il décrit pour le lecteur italien le fonctionnement des institutions suisses, illustrant le déroulement des opérations de votation, à l'issue desquelles «on fait des calculs très complexes pour proclamer les élus; et le lendemain, la vie politique reprend son cours, dans l'ordre. Les hommes nouveaux succèdent aux anciens, tranquillement; les partis changent de nom et de profession de foi, pas de méthodes».

Voici ce que je retiens de Luigi Einaudi, l'homme d'Etat, celui vers qui aujourd'hui encore va toute notre admiration et notre gratitude.

¹ Pour rafraîchir certains de mes propres souvenirs, je me suis plongé dans les *Memorie di famiglia e di lavoro* [Souvenirs de famille et de travail] d'Antonio d'Aroma, compilées en 1975 par l'Ente per gli Studi Monetari, Bancari e Finanziari Luigi Einaudi de Rome.



La terre d'origine de Luigi Einaudi

par Roberto Einaudi *



À gauche:
La maison Einaudi à San
Giacomo di Dogliani.

Sur cette page:
Le grand-père et ses
petits-enfants dans la forêt
de San Giacomo (1949).

Mario Einaudi, fils de Luigi, aux environs de 1928-1930.

Aujourd'hui encore, près d'un demi-siècle après la mort de Luigi Einaudi, on continue à citer ses écrits et à s'inspirer de sa pensée. Pour beaucoup d'hommes politiques, toutes tendances confondues, il reste un modèle. Les nombreux colloques et autres initiatives autour de sa personne confirment l'intérêt qu'il suscite aujourd'hui encore. L'an prochain se tiendra au Quirinal une grande exposition célébrant les soixante-dix ans de son élection au poste de Président de la République. L'exposition voyagera par la suite à Milan, Turin et dans d'autres centres urbains.

De nombreux lecteurs connaissent sans doute certains aspects de la vie de Luigi Einaudi, comme par exemple son rôle de «sauveur de la lire» lorsque, dans l'immédiat après-guerre, il fut gouverneur de la Banque d'Italie puis ministre du Budget. Les plus anciens se souviendront sûrement de ses chroniques mordantes dans les colonnes du *Corriere della Sera* jusqu'à la semaine précédant sa mort. Pour d'autres, Luigi Einaudi est avant tout le premier Président de la République italienne, pour d'autres encore, un simple nom familier.

Je pense qu'il est nécessaire de mettre en lumière sa figure de chercheur et d'homme d'Etat. Puis je souhaiterais me concentrer sur un autre aspect important bien que méconnu de sa personne. Mais tout d'abord, pour proposer une biographie succincte



mais assez complète de Luigi Einaudi, permettez-moi de citer mon père, Mario, son fils aîné qui, en 1991, l'évoquait en ces termes :

«Né en 1874 à Carrù, dans le Piémont [...], diplômé à Turin en 1895, il devient professeur à l'université de Turin où il enseignera

de 1902 à 1961 ainsi qu'au Politecnico de Turin et à l'université Bocconi de Milan, pendant près d'un quart de siècle, jusqu'à son exclusion ordonnée par la dictature en 1925.

La même année s'interrompt sa longue collaboration avec le "Corriere della Sera", suite au coup de main fasciste. Dix années plus tard, le régime ordonne la fermeture de la revue "Riforma Sociale" qu'il dirige depuis le début du siècle. Entre 1936 et 1943, il crée et dirige la "Rivista di storia economica", aujourd'hui ressuscitée pour poursuivre dans une voie qui a considérablement renouvelé la recherche dans ce domaine. Après son exil en Suisse, en 1943 et 1944, où il rédige les "Lezioni di politica sociale" [Leçons de politique sociale], il devient gouverneur de la Banque d'Italie en 1945 et pendant dix ans, il occupera des postes clés de la vie politique. Elu à l'Assemblée Constituante, il dirige la politique économique du gouvernement italien jusqu'en 1948, date à laquelle il est élu premier Président de la République.

Il quitte la vie publique en 1955 pour retourner à la recherche et au journalisme et meurt à Rome en 1961. Il est enterré dans le cimetière qu'il a lui-même dessiné au pied d'une de ses terres de Dogliani.

De ce bref résumé biographique émergent des traits essentiels de sa personne, certains connus, d'autres moins, parfois contradictoires, mais en apparence seulement, et qui dans l'ensemble illustrent la complexité d'une vie bien remplie [...]. Apparemment contradictoires, donc, sa mission d'enseignement et de recherche, austère et parfois solitaire [...], et son intense activité journalistique. Mais Luigi Einaudi a toujours ressenti le profond besoin de quitter la tour d'ivoire du chercheur pour mieux communiquer à l'homme de la rue ses commentaires sur la marche de la société civile. Et sur ces deux fronts, scientifique et journalistique, son influence fut grande. L'école italienne des Sciences de la finance, incarnée par le travail de Luigi Einaudi dans les années 1912 à 1940, a contribué au rayonnement international de l'Italie dans le domaine de la recherche économique. De même, la voix qui s'exprimait dans les colonnes de la "Stampa", du "Corriere della Sera" et de 150 autres périodiques a fédéré autour d'elle une véritable école de journalisme dans l'Italie du XX^e siècle.

Cette vie, résolument empreinte de détachement critique par rapport à la politique de terrain et aux hommes de pouvoir (ce sont ses mérites scientifiques qui lui ont valu sa nomination au poste de sénateur), s'est pourtant vue propulsée, dans les années qui ont suivi la chute du fascisme, aux postes de commande de l'économie du pays puis, ironie du sort pour un monarchiste comme lui, à la présidence de la nouvelle République. S'il a accepté de s'engager dans les années 1945-1948, c'est sans doute parce qu'il était convaincu que, grâce à son indépendance par rapport au monde de la politique, il aurait les coudées franches pour rétablir un nécessaire équilibre économique en ces années de crise. Et s'il a continué à répondre présent, entre 1948 et 1955, c'est qu'il a senti que ce moment historique lui dictait de sortir de sa réserve et que par son influence morale, il allait pouvoir faciliter le passage de la monarchie à la nouvelle République.

Une fois élu, il s'employa quotidiennement à faire appliquer d'une main sereine mais ferme cette Constitution qu'il avait juré de défendre. La classe politique avait compris qu'il ne se contentait pas de prises de positions rhétoriques. [...] Lorsque le 18 février 1953, la Constitution fut menacée de modification par une disposition législative concernant la nomination des juges de la Cour constitutionnelle, Luigi Einaudi informa le gouvernement que, si c'était le cas, il demanderait aussitôt la convocation en congrès des deux chambres du Parlement pour procéder à l'élection d'un nouveau Président de la République qui serait prêt à promulguer la nouvelle loi, «ce que je n'ai pas l'intention de faire, de par mon devoir de transmettre intacts à mon successeur les pouvoirs établis par la Constitution».

Ainsi Mario évoquait-il son père en 1991. On peut à présent se demander dans quel contexte le caractère et la pensée de Luigi Einaudi ont pu s'épanouir. Manquant de données sur les premières années de sa formation, je suis allé faire des recherches dans les archives paroissiales et communales de son lieu de naissance, ainsi que dans celles de la famille où sont conservées, aujourd'hui encore, les lettres de quatre générations. Les documents ainsi consultés, inédits et méconnus, montrent à quel point l'environnement familial et la terre d'origine ont profondément influencé sa personnalité dès les premières années de sa vie. L'amour

qu'il portait à son pays natal a façonné sa pensée de chercheur et son action d'homme d'Etat.

Au sujet des origines de sa famille paternelle, Luigi Einaudi a écrit, avec son ironie coutumière: «Nous venons du Val Maira, au-dessus de Dronero; là-bas, il y a plus d'Einaudi que de cailloux sur les chemins. Depuis la nuit des temps, ils sont tous montagnards, forestiers, bergers et paysans». Les recherches effectuées dans les archives paroissiales de San Damiano Macra, lieu de naissance de son père, montrent que pendant sept générations, les Einaudi n'ont pas quitté ce petit village isolé de la montagne de Cuneo. Le grand-père paternel de Luigi avait été maire de San Damiano de 1836 à 1848. Le père de Luigi, Lorenzo, est le dernier de quatorze enfants, dont seuls six ont survécu aux premières années. Il est le premier de la fratrie à quitter la vallée en 1869, à vingt-neuf ans, pour prendre un poste de percepteur des impôts du secteur de Carrù. Deux ans après son arrivée à Carrù, Lorenzo épouse Placida Fracchia, institutrice à Dogliani. De neuf ans sa cadette, elle est issue d'une famille bourgeoise de médecins, avocats et notaires. Les époux s'installent à Carrù dans un appartement en location (aujourd'hui signalé par une plaque comme maison natale de Luigi Einaudi). En 1872 naissent deux jumelles, Benedetta et Felicità. La première meurt tout de suite, la seconde treize mois plus tard. Luigi naît le 24 mars 1874. Son prénom est un hommage au grand-père maternel, Luigi Fracchia, qui devient son parrain. Côté Einaudi, la marraine est Lucia Berardi, sœur de Lorenzo (les grands-parents paternels étant décédés). Viendront ensuite Costanzo en 1876, Annetta en 1878 et Maria en 1879.

Luigi fréquente l'école élémentaire de Carrù. Après les trois premières années, ses parents décident de l'envoyer à Savone dans un collège privé, le Reale Collegio Convitto delle Scuole Pie. A cette occasion, son père écrit au recteur: «Luigi [...] ayant accompli les trois années de l'école publique élémentaire de Carrù et suivi en privé une initiation aux matières de la quatrième année, sous la houlette de son père, demande à être inscrit [...] à l'examen d'entrée en première année de collège dans votre établissement». C'est sans doute sa mère

Placida, institutrice avant son mariage, qui prend en charge l'instruction privée de son fils, pour lui permettre de mieux affronter les dures années d'étude qui vont suivre. Luigi se souvient: «Des années plus tard, lorsque j'étais déjà étudiant à l'université, nous avons pris l'habitude, ma mère et moi, de nous lever de grand matin, vers quatre ou cinq heures, et de nous promener dans la campagne, par les routes et les sentiers, tout autour du village. J'appris alors que ma mère, avant de se marier [...], avait enseigné deux ans comme institutrice à Dogliani. Quelques vieux paysans la saluaient en nous croisant: «Comment allez-vous, madame l'institutrice?» C'étaient là de bons souvenirs pour ma mère; elle me racontait qu'elle avait des classes de petits garçons, très souvent agités du fait de leur grand nombre. Cette jeune institutrice sans expérience devait parfois tenir en respect pas moins de 80 élèves [...].»

L'enseignement de l'école publique enrichi par celui de sa mère à la maison va porter ses fruits: quelques semaines après avoir commencé son cursus à Savone, Luigi est définitivement accueilli en première année de collège, autorisé à sauter la dernière année d'élémentaire.

Ainsi, à neuf ans, il quitte la maison familiale. Il réagit avec tranquillité à la perspective de l'éloignement et écrit à ses parents: «C'est la première fois que je vous écris d'un endroit où vous n'êtes pas. Le soir où je me suis séparé de vous, alors que j'étais dans la chambre du père Pissanello, le tailleur est venu prendre mes mesures et celles de deux autres enfants. Il nous a ensuite conduits chez le chapelier pour nous faire prendre le tour de tête et en chemin il nous a raconté des petites histoires plaisantes. Le tailleur comme le chapelier ont dit que tout serait prêt pour aujourd'hui dimanche. En entendant la bénédiction, j'avais parfois envie de pleurer et j'avais du mal à me retenir. En allant me coucher aussi j'ai pleuré puis je me suis endormi et ne me suis réveillé qu'au signal du lever». Ici, seules les dernières phrases trahissent son jeune âge.

La réponse des parents à cette lettre est pleine de conseils. Placida l'encourage: «Je viens de recevoir ta chère lettre: comme elle nous a fait du bien à tous, à dire vrai nous en avons bien besoin. Je l'ai lue et relue plu-

sieurs fois, pour moi toute seule ainsi qu'à ton père [...]. Comme toi, nous ressentons les effets de l'éloignement mais il nous faut prendre courage et nous rassurer car tu es entre de bonnes mains. Comme le visage des révérends pères inspire confiance! [...] Nous avons tout lieu de nous tranquilliser. Dis-toi, mon cher Luigi, que le temps aussi fera son ouvrage: tu t'habitueras à être loin de nous, et nous de toi, sans que cela doive te soucier et t'empêcher d'être en bonne santé et de bien travailler, et nous, de vaquer ici à nos occupations. Courage, mon petit enfant, pour ma part il m'en faut beaucoup, pour pouvoir le partager avec ton bon papa [...]. Lorsque tu te seras habitué à ta nouvelle vie, tout le reste viendra sans peine [...].»

Placida remplit entièrement les quatre pages dont elle dispose (au fil des ans, elle utilisera toujours une feuille de papier pliée en deux, allant parfois jusqu'à remplir les marges de son écriture fine et serrée. Son sens inné de l'économie ne l'autorisera jamais à prendre une deuxième feuille). Lorenzo a bien du mal à trouver une place au bas de la dernière page pour ajouter deux lignes de recommandations. Le plus souvent, c'est Placida qui écrit à Luigi, mais les lettres de son père ne manquent pas non plus, où ce dernier transmet à son jeune fils ses premiers principes d'économie: «J'ai fait inscrire 25 liras de plus dans ton livret d'épargne [...] mais pour ce qui est des intérêts, je me réserve de les faire noter dans les livrets au début de la nouvelle années 1884. Ce retard ne peut pas te désavantager car les intérêts sont capitalisés tous les semestres».

Deux ans plus tard, le second fils Costanzo rejoindra Luigi à Savone. Annetta et Maria, pour leur part, restent à Carrù où elles iront à l'école publique. La correspondance de Luigi avec ses parents parle de vie quotidienne, du cours des études et des professeurs, des maladies, du terrible tremblement de terre de Savone en février 1887. C'est une famille très unie, malgré la distance qui sépare Luigi et Costanzo des autres. A l'occasion de la fête de Luigi, sa sœur Annetta lui écrit: «Vive San Luigi!!!! Mon très cher Luigi, accepte, cher frère, ce gage de mon affection. Je pourrais te répéter tous les jours que je nourris pour toi tout l'amour d'une sœur, mais je t'en donne rare-

ment témoignage par écrit. C'est pourquoi je profite de l'occasion de ta fête, poussée par cette satisfaction intime que ressent toute sœur lorsqu'elle dit à son bon frère qu'elle l'aime tendrement autant qu'il le mérite [...]. Mon cher Luigi, reviens vite à la maison car je me languis de toi et de Costanzo. Je t'envoie le bonjour de Maria et un gros baiser de la part de ta sœur qui t'aime, Annetta».

Lorenzo est très occupé par le recouvrement des impôts dans le secteur de Carrù, tâche à laquelle il est aidé par son épouse. C'est un travail très accaparant, «immense» comme le qualifie Placida. Il touche des primes sur les sommes collectées, les amendes et les intérêts échus sur certaines sommes déposées dans les communes. Mais avec cet argent, il doit payer l'huissier qui l'aide et les dépenses de bureau. Lorenzo parvient malgré tout à épargner pour l'avenir. Pour chaque année, il dresse un compte-rendu du produit brut et des dépenses. En 1886, par exemple, il perçoit 8 875,10 liras, sur lesquelles il doit faire face à 6 325 liras de dépenses (dont 600 pour les huissiers, 900 pour les dépenses de bureau du percepteur, 2 600 de frais de nourriture, y compris vin et bois, 325 pour le logement, 250 pour les vêtements, 1 600 pour la pension de Luigi et Costanzo à Savone et leurs voyages). A cette époque, les rapports avec la famille de Placida à Dogliani sont assidus. La demeure des grands-parents maternels et de l'oncle Francesco Fracchia est pour Luigi comme une seconde maison. La correspondance témoigne de visites régulières et fréquentes entre les Einaudi et les Fracchia. Elle décrit les longues marches entre Carrù et Dogliani, distantes de dix kilomètres, à travers les collines des Langhe et la vallée du Tanaro. Ce sont là des terres enchantées pour le jeune Luigi, comme elles le sont encore pour nous aujourd'hui.

A partir de 1886, la santé du père de Luigi commence à décliner. Il souffre du pied droit, qui enflé à tel point qu'il doit dormir la jambe hors du lit. En mars 1887, il écrit qu'il va bien, hormis ses pieds qui sont toujours glacés et nécessitent des bains chauds. Un peu plus tard cette année-là, il est contraint de garder le lit. Il a toujours froid malgré le chauffage poussé au maximum. Le 30 novembre 1887, Luigi écrit de Savone à sa mère: «Si la maladie de papa ne s'améliore

pas, faites-moi le plaisir de m'envoyer chercher au plus vite. Je veux pouvoir venir tout de suite à la maison. A ce que j'ai compris, sa santé est très affaiblie, puisqu'on lui a déjà donné la communion». Lorenzo parvient à surmonter la crise pendant la période de Noël et les deux garçons repartent au collège pour poursuivre leurs études.

Quelques heures avant la mort de Lorenzo, le 12 janvier 1888, Placida écrit à ses fils: «Je ne puis vous donner de meilleures nouvelles de la santé de votre père, on peut même dire qu'elle s'est considérablement aggravée. Depuis le jour où vous êtes partis, la fièvre ne l'a plus quitté. Je ne sais plus s'il va vivre, ni ce que je vais devenir. Tout le monde me dit que je dois faire preuve de courage et ne pas oublier que je suis mère de quatre enfants. J'ai l'impression d'en avoir déjà beaucoup, mais il m'en manque pour pouvoir affronter la terrible catastrophe dont nous ne serons pas épargnés. Priez pour votre père dans ses derniers instants de vie, pour qu'il puisse jouir de la paix des justes sans trop souffrir. Hélas, mes très chers, nous en sommes là. Soyez courageux comme je m'efforce de l'être; je vous assure que mon cœur se brise à la terrible perspective de perdre le cher compagnon de ma vie, lui qui est aussi un père très aimant. Soyez courageux, je vous le répète, comme je m'efforce de l'être. Adieu mes très chers, votre mère éplorée».



Luigi Einaudi en 1903, alors qu'il était professeur à l'université.

Lorenzo meurt le jour même, à quarante-huit ans, soutenu par Placida et ses filles Annetta et Maria. A la nouvelle de la mort de son père, Luigi écrit à sa mère: «J'ai le cœur serré de douleur et d'angoisse [...], il ne me reste que toi sur terre, à qui je dois désormais donner tout l'amour dont mon cœur est capable». Il se console en redoublant d'ardeur dans ses études, au point de remporter, à la fin de cette année scolaire, le titre de «Prince de l'Académie», comme meilleur étudiant.

Pour Placida, la mort de Lorenzo est un double malheur: outre la perte d'un mari affectueux, elle doit affronter seule la clôture des comptes pour l'exercice fiscal 1887 et pour le quinquennat 1883-1887, ainsi que la vérification et la restitution du fonds de caisse pour cette période. Placida signe tous les comptes-rendus pour l'année 1887 du nom du défunt percepteur et les remet en règle aux quatre communes du secteur.

Dans un texte de 1961, Luigi Einaudi se souvient de son père quelques mois avant sa mort: «Mon père, qui fut pendant vingt ans percepteur à Carrù, faisait tous les deux mois le voyage à Cuneo pour verser l'argent de l'impôt collecté avant le 18 des mois pairs [...]. Le plus intéressant pour moi lorsque j'étais enfant, ce n'était pas tant l'argent que le voyage, qui commençait à trois heures du matin pour que nous puissions atteindre Cuneo à l'heure de l'ouverture du guichet de la caisse du receveur de la province [...]. Ce qui me surprit le plus, lorsque je fis ce voyage pour la première fois, ce fut de voir mon père, là où notre chemin quittait la route pour traverser des bois et des terres en friche aujourd'hui disparues, sortir son pistolet, le charger et se mettre en position de riposter à l'assaut d'éventuels brigands qui, selon la rumeur, rôdaient en ces lieux, tandis que le cocher se préparait à agiter son fouet pour passer en force».

Pour avoir une vision globale de la famille de Luigi à Carrù, il suffit de mettre côte à côte deux photos prises aux environs de 1883. Sur la première, Lorenzo et Placida se tiennent debout, côte à côte. Lorenzo, qui dépasse son épouse d'une demi-tête, arbore une superbe barbe, taillée de frais, plus fournie sur les côtés que sous le menton. Il porte un costume sombre avec un col blanc amidonné. Ses mains sont bien en vue, la droite

tient le revers de sa veste tandis que la gauche, glissée dans sa poche de pantalon, permet de tenir ouverte la longue veste pour mettre en évidence le gilet et la chaîne de montre. A sa droite, Placida a une ample jupe qui cache ses pieds, taillée dans un lourd tissu. En haut, elle porte une chemise blanche plissée et une petite veste, dans la même étoffe que la jupe, boutonnée devant, cintrée à la taille, avec de larges manches trois-quarts. Une seule de ses mains est visible, sans bijoux. Des festons en tissu plus clair agrémentent le bas de la jupe et la veste, apparemment faites maison.

L'autre photo nous montre Luigi âgé de neuf ans environ, au côté de son frère Costanzo et de ses deux sœurs Annetta et Maria. Ils ont tous les quatre, les filles comme les garçons, les cheveux très courts, presque rasés. Luigi les portera ainsi toute sa vie. En tant qu'aîné, il est au centre, le regard attentif et sérieux. C'est le seul des quatre enfants à être assis sur une chaise. Son costume est sombre, veste boutonnée jusqu'au cou et culotte courte. Il est chaussé de bottes de cuir bien cirées. Costanzo se tient debout, derrière lui, dans



Lorenzo Einaudi et Placida Fracchia, les parents de Luigi (1883 environ).

la même tenue. Il a la tête appuyée contre celle de son frère, d'un air rêveur. Quant aux deux sœurs, elles portent la même robe claire à bandes sombres et jupe plissée, avec des collants blancs et de petits souliers vernis de fête. Maria tient une rose à la main, Annetta une poupée, mais de l'autre main elle serre celle de Luigi, confirmant par là la tendre affection qui les unissait. Ils auront tous des destins assez divers: Costanzo se mariera et deviendra médecin à Turin; quant aux deux sœurs, elles resteront célibataires, Maria passera chaque année de longues périodes chez son frère Luigi, et Annetta contractera à l'âge de 21 ans une terrible maladie qui la laissera handicapée pour le restant de ses jours.

Luigi Einaudi gardait un bon souvenir des années passées à Carrù. Dans un texte daté de 1961, il évoque avec plaisir et force détails l'appartement de Piazza Nuova: «Le nez à la fenêtre, nous assistions sur la grand place à des événements qu'aujourd'hui on ne voit plus guère que dans les tableaux XVIII^e de Granari [...]. L'arracheur de dents arrivait les jours de foire, quand la place grouillait de paysans en huppelande. Sur son chariot décoré et tiré par deux gros chevaux, le charlatan aidé de son assistant commençait l'opération, vantant les mérites de ses remèdes spéciaux, qu'il distribuait à tout va contre de grosses pièces de cuivre; une fois le boniment terminé, le sacrifice pouvait s'accomplir en présence de femmes effrayées et de bambins hurlants; et la dent arrachée à l'aide d'une grosse tenaille était exhibée au public, tandis que le patient s'éloignait, endolori et sanguinolent, et que d'autres, encouragés par le spectacle, montaient sur l'estrade, prêts au pire».

Ayant quitté son village de San Damiano Macra, Lorenzo n'avait pas eu le temps de se constituer une propriété ni de se construire une maison. Au moment de son décès, la famille vit encore dans un appartement en location à Carrù, en attendant des jours meilleurs. Avec quatre enfants à charge, et sans travail, Placida décide de retourner habiter chez ses parents et son frère Francesco Fracchia, avocat, veuf lui aussi, à Dogliani. Luigi se trouve tout de suite à son aise dans cette famille élargie, qu'il a déjà beaucoup fréquentée par le passé. L'oncle Francesco devient vite pour lui un véritable

modèle, que sa mère lui montre comme «exemple de droiture», et adulé par son jeune neveu «comme un second père».

Malgré les restrictions financières imposées par la mort de Lorenzo, malgré le déménagement à Dogliani, malgré l'absence de revenus, Placida décide de continuer à envoyer Luigi dans les meilleures écoles possibles, même loin de la maison. À Turin, il est pensionnaire au Convitto Nazionale Umberto I et, par la suite, au Reale Liceo Cavour. Pendant toute cette période, Luigi continue à écrire assidûment à sa mère et en 1890, il commence même à tenir un journal. Âgé de quinze ans, il sait déjà quelles seront ses grandes passions: les livres, l'écriture, l'agriculture, l'économie. Un passage de ce journal résume bien cette période: «C'est vraiment une honte, je n'ai rien écrit depuis trois jours; et à l'heure qu'il est, je ne suis même pas sûr de pouvoir atteindre le bas de cette page [...]. J'avais décidé d'abandonner la littérature et [...] de consacrer 2 liras par mois au dictionnaire d'agriculture; or hier matin j'ai appris qu'il y a déjà 18 numéros parus = 18 liras. J'ai donc donné 6 liras à Zurbil pour qu'il me les prenne tous, ce qui me contraint à les lui payer en trois fois». Suit alors un compte détaillé de la façon dont il va pouvoir s'acquitter de sa dette.

Les trois années qu'il passe au Liceo Cavour (1889-1891) sont une suite de succès scolaires: il se verra même accorder la médaille d'argent pour son examen de fin de cycle (cette année-là, il n'y eut pas de médaille d'or, précise-t-il dans un curriculum vitae rédigé en 1899), décernée par un jury dans lequel figure le poète Giosuè Carducci. C'est là le signe d'une grande maturité d'écriture, qu'il saura exploiter par la suite dans son activité de journaliste.

Sur sa maison de Dogliani et sur sa famille, Luigi Einaudi écrira en 1922 des pages admirables: «Ma mère, et mon oncle, ainsi que leurs nombreux autres frères et sœurs, étaient nés dans une maison où tout rappelait le culte des choses anciennes et des traditions austères: la grand-mère industrielle, que je vis toujours occupée jusqu'à son dernier jour, le grand-père, qui conservait religieusement chaque objet, chaque souvenir, jusque dans les hangars et les soupentes où nos anciens faisaient sécher le linge au

soleil et au grand air, les meubles ayant déjà servi à plusieurs générations, les greniers à poutres de bois, que nos cavalcades d'enfants faisaient trembler, tout dans cette maison était l'austère témoignage des us et coutumes en voie de disparition dans la vie provinciale piémontaise du XVIII^e siècle et de la première moitié du XIX^e. Avec l'inconsciente insolence des enfants, nous adressions la parole à nos aïeux en les tutoyant, et ils nous souriaient, nous dont les manières familières et bruyantes étaient inconnues de cette vieille maison. Mais nos parents, eux, ne les saluaient et ne leur parlaient qu'en les vouvoyant, ce qui était un signe de respect et de dévouement. A table, seuls le père et la mère étaient assis; les petits, tant qu'ils n'étaient pas sortis de l'enfance, se tenaient debout autour d'eux dans une attitude de réserve».

Avec le retour de Placida au pays natal, Luigi s'identifie assez vite à son «second père», Francesco Fracchia, aux terres nouvellement acquises et à sa commune d'adoption, Dogliani. De son vrai père, Lorenzo, il a appris l'amour des chiffres et des comptes, c'est lui qui l'a conduit sur le chemin des études et de la recherche. Son père d'adoption, lui, renforce ses dispositions intellectuelles mais il lui apprend aussi l'amour de la terre. Lorenzo avait dû abandonner son pays natal et il était mort trop jeune pour pouvoir se reconstituer un patrimoine.

Luigi accorde beaucoup de prix à la terre, comme le confirme ce récit qu'il fait du tourment que causa à la maison Fracchia la perte de certains de leurs terrains: «Lorsque mon grand-père, suite à plusieurs mauvaises années dues à l'oïdium, et pour faire face aux dépenses scolaires des enfants, dut vendre pour un prix dérisoire deux propriétés ancestrales, ce fut un drame à la maison. Et je me souviens encore aujourd'hui des yeux gonflés de larmes, non pas tant pour le préjudice économique que pour la perte de la terre qui portait le nom de la famille et à laquelle celle-ci s'était presque identifiée. Et comme nos grands-parents se réjouirent quand ils virent que leur fils aimé et estimé dans tout le village était prêt à investir toutes ses économies dans l'acquisition d'une autre terre, au destin de laquelle la famille pouvait de nouveau s'associer! L'homme, la famille, ne pouvaient

s'envisager déracinés de la terre, de la maison, du village; et ce sont ces mêmes sentiments qui nourrissent pareillement l'attachement et le dévouement à la patrie ainsi que l'esprit de sacrifice qui sont le terreau des Etats forts».

C'est ce même amour de la terre qui pousse Luigi, alors âgé de 23 ans à peine, à acheter la ferme du XVIII^e et les terres de San Giacomo à Dogliani, pour la somme de 32 351 liras, en grande partie à crédit. Cet achat est favorisé par la grave crise qui frappe alors l'Italie et l'Europe entière, entraînant une baisse du coût des terres agricoles. Ce sont les recherches effectuées dans le cadre de son mémoire de licence sur la crise agricole en Angleterre qui le convainquent que c'est le moment d'investir dans l'agriculture. Ces nouvelles terres sont alors en très mauvais état: il remplace les vignes touchées par le phylloxéra, fait restaurer la ferme, transformant cette propriété en exploitation modèle.

C'est sa mère, Placida, qui a sans conteste le plus d'influence sur sa formation. Luigi évoque ainsi cette figure, morte de la grippe espagnole en 1919: «Elle vécut [...] non pas pour elle-même mais pour ceux qui lui étaient chers et surtout pour ses enfants. Comment elle réussit à vivre alors que, restée veuve, elle continua à veiller à notre éducation et à nous permettre de suivre des études loin de la maison, comment elle put à la fin nous transmettre intact le petit pécule paternel, c'est un miracle qui ne s'explique que par la capacité qu'ont certaines personnes de s'oublier elles-mêmes, de ne s'autoriser aucun désir personnel, même pour les choses nécessaires, quand le devoir leur intime d'œuvrer pour le bien des autres».

De l'examen des comptes familiaux tenus par Placida pendant la période 1895-1913, il ressort que chaque année, sans exception, elle réussit à dépenser moins que les maigres recettes générées par les intérêts des sommes épargnées par son époux. En 1895, alors qu'elle a encore tous ses enfants à charge, les dépenses globales de la famille se montent à 2 806,06 liras, ce qui revient à moins de 1 000 euros par mois en monnaie constante.

De sa mère, Luigi écrit encore: «Elle ne demanda jamais rien à ses fils lorsqu'ils commencèrent leur carrière, alors même

que ses maigres moyens auraient pu le justifier, sentant que cette demande aurait pu risquer de les lier trop tôt à un emploi qu'ils n'auraient pas souhaiter conserver. Elle voulut même qu'ils allassent jusqu'au bout de leur formation, dont elle se sentait responsable devant sa propre conscience. Pour elle, la vie se justifiait par le travail; et un jour où je lui rappelai, dans le cours d'une conversation, la doctrine économique du travail comme moyen et non comme fin, et du moindre effort pour obtenir le maximum de résultat, elle la jugea immorale et absurde, tant il lui semblait que le travail, même humble et pénible, même mal rémunéré, demeure une loi à laquelle les hommes doivent se conformer».

De l'époque de Carrù, Luigi Einaudi devait conserver jalousement deux objets, non pour leur valeur propre mais pour leur force affective et symbolique. Le premier est un grand volume sur les croisades acheté en 1888, riche de plus de cent illustrations, et qui porte la mention suivante sur la couverture: «Livre acheté par moi, à l'occasion d'une visite de maman qui m'avait donné de l'argent, alors que j'étais au Collegio degli Scolopi à Savone [...]. Premier volume de ma bibliothèque», bibliothèque qui devait compter à sa mort plus de 50 000 ouvrages et offerte par la famille à la Fondation Luigi Einaudi de Turin. Le second objet est une écuelle en bois fendue. De nos jours, un tel objet finirait rapidement à la poubelle. Cette écuelle, au contraire, avait été réparée par le père de Luigi, d'un bout de ficelle. Symboliquement, elle représente l'âpreté du travail fourni par ses humbles parents pour avancer dans la vie, et les valeurs de l'épargne, qui se manifestent sans faillir dans les plus petits gestes du quotidien.

Ennio Flaiano, chroniqueur ironique et lucide, raconte un repas avec Einaudi au Quirinal. Au moment où l'on sert les fruits, dans un énorme saladier, le Président demande, à la surprise générale et devant un majordome déconcerté: «Je veux bien prendre une poire, mais elles sont trop grosses, quelqu'un veut partager avec moi?» Flaiano propose aussitôt de prendre l'autre moitié. Plusieurs dizaines d'années après, évoquant ce repas, il écrivait: «Quelques années plus tard, un autre accé-

dait à la présidence et on connaît la suite. En Italie commençait alors l'ère des poires gâchées».

Par les vastes fenêtres du bureau que Luigi Einaudi se fit construire en 1950 à San Giacomo au milieu de sa bibliothèque et d'où j'écris ces dernières lignes, au milieu de ces meubles «ayant déjà servi à plusieurs générations», je vois les douces collines des Langhe avec ces chères vignes bien ordonnées, et au fond, la chaîne des Alpes, dominée par le Monviso où, par temps clair, on peut voir précisément l'entrée du Val Maira. Sur la gauche, les collines qui se succèdent sous le Tanaro donnent la direction de Carrù. Tel est l'environnement où a grandi le jeune Einaudi. Son amour pour sa région l'a accompagné toute sa vie et a façonné sa



pensée et ses actes, tant comme chercheur que comme homme d'Etat. Ces mots écrits par lui en 1934 à l'occasion de la mort de l'historien et juriste Francesco Ruffini sonnent comme un commentaire sur lui-même: "Son autorité morale lui venait bien sûr de ses études, des fonctions qu'il occupa et de sa vie intègre, mais aussi du fait qu'il fut toujours lié à la terre qui l'avait vu naître, lui et les siens. Là où le paysan, tenace, s'efforce de conserver le berceau familial, et où le scientifique reconnu vient chercher le bien-être à la fin de sa vie et le repos ultime, il n'y a pas de crépuscule mais une perpétuelle renaissance".

* *Architecte, membre du Conseil d'administration des trois fondations historiques Luigi Einaudi et président de celle de Rome.*

Einaudi se promenant dans son pays d'origine avec sa femme, Madame Ida Pellegrini. Photo datant du début des années cinquante.



Einaudi et la Suisse

par Giuliana Limiti *



À gauche:
À Zurich, le 14 avril 1949.

Sur cette page:
Luigi Einaudi avec son épouse
et quelques amies à Bâle, à
l'époque de son exil en Suisse
(septembre 1943 - décembre 1944).

Dans la biographie de Luigi Einaudi, la Suisse occupe une place de choix. C'est en effet dans ce pays qu'il s'exila du 26 septembre 1943 au 10 décembre 1944, alors que l'Italie traversait une des périodes les plus tourmentées de son histoire. Mais son intérêt pour la nation helvétique est bien antérieur et, d'une certaine manière, on peut dire qu'il a façonné sa pensée d'intellectuel. Dès ses années d'étude, il se penche sur le fonctionnement des institutions suisses, en particulier le *referendum*, comme exemple de démocratie directe qui est l'apanage des petits Etats. L'œuvre de Sismondi sur les républiques italiennes du moyen âge, les leçons de Pellegrino Rossi et Guglielmo Ferrero sur la liberté, la tradition économique de Maffeo Pantaleoni et de Vilfredo Pareto, de Léon Walras, de William Röpke et de William E. Rappart, sans parler de Maurice Battelli et de l'école historique de Jakob Burckhardt et de Werner Kaegi constituent pour lui un réseau très dense de références culturelles italo-suisse qui lui sont très familières.

Dans ce contexte, il n'est donc pas étonnant qu'il ait envisagé, en début de carrière, d'aller s'installer en Suisse pour y enseigner. En 1902, sur les conseils d'Adrien Naville, Président de la Faculté de lettres et de sciences sociales de l'université de Genève, et soutenu par Pantaleoni et Pareto, le jeune Einaudi alors âgé de 28 ans pose sa candidature à la chaire d'Economie politique de ce sanctuaire du savoir que Pantaleoni vient à peine de quitter.¹ Malgré des avis plus qu'élogieux, cette candidature est dans un premier temps bloquée par les autorités politiques du canton, qui auraient vu d'un mauvais œil les sympathies socialistes nourries par Einaudi dans sa jeunesse au point de collaborer à la revue *Critica sociale* de Filippo Turati. Adrien Naville se dit prêt à le nommer coûte que coûte au nom de l'autonomie de l'université, mais en fin de compte, c'est Einaudi lui-même qui, après un bref séjour à Genève, retire sa candidature, préférant ne pas quitter son pays et son environnement, comme il le confie à Naville dans une lettre datée du 3 juillet: "Je ne pensais absolument pas, lorsque j'ai quitté pour la première fois mon pays, que je souffrirais tant de l'éloignement [...]. Je me suis trouvé pris d'une telle mélancolie, d'un tel désir de

rentrer chez moi que les minutes me semblaient des siècles."

Le destin veut donc qu'il reste dans son pays. La même année 1902, il arrive premier au concours pour le poste de maître de conférences en science des finances et droit financier à l'université de Pise. Peu de temps après, il obtiendra Turin. Pendant quarante ans, sa chaire jouira d'un considérable rayonnement intellectuel. Et même pendant le fascisme, les cours d'Einaudi seront parmi les rares espaces de liberté et de résistance, dans un pays où la dictature se fait toujours plus répressive.

Après la chute du fascisme le 25 juillet 1943, Einaudi est nommé recteur de l'université de Turin le 3 septembre. Il vit toujours à Dogliani, dans sa chère maison de San Giacomo, au milieu de ses vignes et de ses livres, mais compte se rendre à Turin une fois par semaine. Pendant ce temps, la situation politique évolue très vite: le 8 septembre 1943, l'armistice est proclamé. Le 22 septembre, Einaudi se prépare à aller prendre ses fonctions à l'université. Mais on



le prévient que trois miliciens fascistes et deux soldats nazis l'attendent là-bas, devant le Rectorat, au nom de la République de Salò qui vient d'être proclamée. À l'époque, beaucoup de bruits circulent sur des captures d'anti-fascistes et de personnalités politiques et administratives. On conseille donc à Einaudi de fuir l'Italie et de se réfugier en Suisse pour échapper à une arrestation. C'est le 26 septembre 1943 que débute son exil helvétique. Il en témoignera de façon très précise dans un journal qui

Luigi Einaudi à San Giacomo, avec Mario, Manon, Giulio, Ida et Maria (1933).



constitue aujourd'hui la principale source historique pour cette période.²

Il y raconte la pénible ascension à pied, au col Fenêtre, en compagnie de son épouse, avec deux porteurs et deux mules, jusqu'à la frontière suisse; ses douleurs à la jambe; le thé et le repas chaud offerts par les douaniers suisses; la nuit sur des lits de camp. Le 27 septembre, ils reprennent leur longue route: Ida à pied et Luigi à dos de mule jusqu'à Fionnay où ils dorment à l'Hôtel des Alpes. Le propriétaire, comprenant leur situation, ne leur fait rien payer. Le lendemain, ils se rendent en voiture à cheval jusqu'à Martigny. Là, Einaudi est reconnu par d'anciens étudiants de Turin qui transportent leurs sacs jusqu'à l'Hospice du Grand St-Bernard. Avec l'aide de l'abbé prévôt de la congrégation, Mgr Nestor Adam, ils lui obtiennent la meilleure chambre de tout l'hospice et quatre jours durant, le couple est logé et nourri. Le lieutenant de gendarmerie leur demande de remplir des imprimés en double exemplaire et leur pose de nombreuses questions. Ils doivent aussi changer de l'argent et faire des photos ("avec de tristes mines et pour moi, une barbe de trois jours"). Ils rencontrent des officiers italiens en déroute, réfugiés en Suisse depuis le 8 septembre. Le 1^{er} octobre, un soldat suisse vient les chercher pour une visite médicale pour laquelle ils attendront très longtemps. Leur arrivée à Lausanne est bien pathétique, avec deux pauvres sacs à dos et le reste de leurs bagages sur une charrette.

Dans ce contexte, le couple rencontre des gens de toutes nationalités, de toutes races. Einaudi commente ainsi: "C'est la fuite des peuples devant la barbarie". Inlassablement, on leur fait remplir des formulaires, répondre

à des questionnaires. "Aujourd'hui, encore un questionnaire. Toujours le même. Mais les bureaux ne communiquent pas entre eux. Celui de Martigny était du ressort territorial du canton du Valais. Ici, c'est le canton de Vaud. Ce sont des Etats souverains, chacun œuvre pour son propre compte. Ici, il y a en plus le signalement physique: taille, couleur des yeux, corpulence et empreintes digitales. Les dix doigts, un par un, puis les cinq de chaque main, simultanément. Le tout en deux exemplaires. Les doigts barbouillés d'encre. Ensuite, lavabo avec un savon spécial".

Par chance, ils retrouvent à l'Orphelinat de Lausanne leur fils Giulio qui, écrit Luigi, "nous sauve de la paille" et leur trouve un lit à l'infirmerie, hommes et femmes séparés. Luigi se met alors à chercher de l'aide et écrit une lettre au professeur Rappard, son collègue et ami de l'université de Genève, ainsi qu'à Enrico Celio, Président de la Confédération Helvétique et à Marie-José de Savoie.

Entre le 2 et le 3 octobre, Don Jean Ramuz, curé de la paroisse catholique de Ouchy-Lausanne, les rencontre et comprend leur grande détresse. Don Ramuz se rend alors chez l'évêque de Fribourg, lequel contacte M. Louis Gautier, chef de la police du canton, pour l'envoyer à Berne s'entretenir avec le chef de la police fédérale. C'est ainsi que le mardi 5 octobre arrive par téléphone leur ordre de libération immédiate. Don Ramuz les héberge à la cure où il leur fournit une chambre à deux lits et toilettes sur le palier. Là, ils se réconfortent d'un bain chaud et de bon lait. Einaudi écrit alors: "Nous sommes libres!". Ils resteront là les 6 et 7 octobre, avant d'aller s'installer à la pension La Printanière.

Dans son journal d'exil, Einaudi décrit avec beaucoup d'humanité les personnages qu'il rencontre. Chez chacun d'entre eux, il recherche la qualité humaine que les duretés de l'époque semblent avoir effacée. Il évoque aussi les petits arrangements pour améliorer le quotidien: "Nous rattrapons les maigres repas de la pension par un festin, vendredi 8, chez le juge fédéral Pometta"; et plus loin: "Le mercredi 13 et le dimanche 17 encore chez le juge fédéral Plinio Bolla". La description des fonctions des juges et de l'alternance dans le système juridique et

Plaque commémorant le passage d'Einaudi au col Fenêtre le 23 septembre 1943, lorsqu'il s'exila en Suisse.

institutionnel suisse le conduit à faire des remarques d'ordre culturel, psychologique même sur ces personnages. Tous, souligne Einaudi, admirent l'éloquence de Vilfredo Pareto. Ces deux juges sont des hommes aisés, bons vivants, qui collectionnent les vins de Barolo et Barbaresco. Einaudi note avec nostalgie: "Souhaitons-nous de pouvoir un jour leur faire goûter notre propre Barolo à Dogliani."

Les Einaudi ont donc fini par trouver en Suisse un accueil chaleureux. Le professeur Rappard, Don Ramuz, le juge Bolla et d'autres encore leur proposent même une aide financière au cas où les fonds demandés en Italie par le biais de la Banca Commerciale Italiana et ceux de leur fils Mario aux Etats-Unis tarderaient à arriver. Bernardo Mosca, fils de Gaetano, conseiller de légation de l'Ambassade italienne à Berne, prend contact avec eux pour leur proposer son aide. Il les invite à déjeuner et leur fait un prêt de 300 francs ("Qui sait quand je pourrai les lui rendre", écrit Einaudi). Bernardo leur propose même de déménager à Berne où il pourrait leur fournir un logement.

Le 15 octobre, ils se rendent à Vevey. De là ils prennent le petit train rouge pour Blonay où les reçoit M. Ruegger, ex-ministre de Suisse à Rome, dans sa villa La Chance. C'est là qu'Einaudi retrouve la princesse Marie-José de Savoie et d'autres figures de la diplomatie et du monde politique suisse. La princesse espère rentrer bientôt à Rome. Le 18 octobre, leur ange gardien en Suisse, Don Ramuz, vient les chercher en voiture, les aide à expédier leurs bagages et leur donne des billets pour Bâle. Ils font une halte à Fribourg où les attend Gianfranco Contini, professeur de philologie romane, commentateur des *Rime* de Dante publiées aux éditions Einaudi en 1939. Contini leur fait visiter l'université, où ils sont accueillis par le recteur, le vice-recteur, le chancelier et le bibliothécaire des séminaires juridiques.

Le 19 octobre, ils arrivent à Bâle, où ils logent chez la belle-sœur de leur fils Mario, veuve du fils de Roberto Michels. A la gare, ils doivent attendre deux heures pour remplir l'éternel questionnaire administratif. On leur confie une carte de séjour, sans obligation de présentation hebdomadaire ni

de photo. Le 22 octobre, Einaudi note qu'il s'est écoulé un mois depuis leur fuite de Turin. Il est informé de l'exil suisse de plusieurs personnalités politiques: Gustavo Colonnetti est à Lausanne, Ernesto Rossi et Luigi Gasparotto à Lugano, Ettore Janni et Locarno, de même que Filippo Sacchi et Stefano Jacini ("Ici - constate Einaudi - dans le canton germanophone et si éloigné, personne.")

Le 26 octobre arrivent enfin à la Banque Suisse les fonds envoyés des Etats-Unis par Mario Einaudi. Luigi écrit alors, plus serein: "Nous sommes à l'aise, sans faire d'excès. [...] Nous avons de quoi vivre jusqu'à la mi-février sans avoir à toucher les 360 francs de prêt à long terme de Bernardo". Il continue toutefois à recevoir des propositions d'aide de la part de nombreux amis suisses. Entre le 30 et le 31 octobre 1943, Einaudi rencontre le grand historien médiéviste Werner Kaegi ainsi que Max Adolf Ras, directeur et éditeur du journal bi-mensuel *Schweizerischer Beobachter* qui publiera quelque temps après, en langue allemande, le récit de son exil. Le 11 novembre 1943, les époux Einaudi reprennent leur voyage, cette fois-ci pour Berne, où ils sont accueillis chaleureusement par Bernardo Mosca. Le lendemain, ils se rendent à Thoune pour une autre rencontre avec la princesse Marie-José de Savoie dont ils verront aussi les fils. Einaudi raconte l'avoir trouvée très inquiète pour l'avenir de la monarchie. Elle se sent comme "prisonnière". Ils évoquent l'abdication du roi: Marie-José se dit hostile à la régence du duc d'Aoste. Elle a peur d'une régence, militaire ou civile. À cette occasion, la princesse dit à Einaudi: "C'est Acquarone qui m'a envoyée ici. C'est l'âme damnée de la Maison royale. [...] Il jouit de toute la confiance du roi, qui n'écoute que lui". Et elle poursuit: "Sforza doit avoir convaincu les Américains que le peuple ne veut plus de la monarchie". Enfin, elle demande à Luigi Einaudi: "Pourquoi ne veulent-ils pas du prince du Piémont?" Et Einaudi répond: "Il s'est compromis."

De retour à Berne, le 16 novembre, les époux Einaudi reçoivent leurs cartes de réfugiés. Les voici enfin en règle avec la sécurité intérieure. Le lendemain, Luigi adresse un courrier à la princesse, dont Ida établit une copie. Il note par la suite qu'il n'a reçu

Les époux Einaudi à l'Alp Grüm en août 1944.

aucune réponse. Plus tard, les occasions de rencontre avec Marie-José ne manquent pas, surtout après la nomination de son époux Humbert en tant que Lieutenant général du royaume, dont la princesse critique la formule puisqu'elle est tournée vers la nation et non vers le prince. En référence à ces contacts répétés, Alessandro Galante Garrone affirmera pourtant qu'Einaudi était déjà convaincu de l'inutilité des efforts de restauration monarchique et qu'en outre, l'exemple de la République suisse avait commencé à le familiariser avec une nouvelle forme institutionnelle.³

Entre-temps, Einaudi a repris son activité de journaliste⁴ et prospecte en vue de se remettre à l'enseignement. Il existe alors en Suisse deux cents camps où sont hébergés quelque 20 000 Italiens réfugiés à Genève entre septembre et novembre 1943 pour échapper à l'enrôlement de force dans les troupes d'invasion nazies. Einaudi est informé qu'après la période de Noël, quatre centres universitaires vont ouvrir dans quatre de ces camps, à Genève, Lausanne, Neuchâtel et Fribourg. Ils accueilleront chacun 500 jeunes gens à qui il faudra enseigner l'éducation civique et qu'il faudra en outre préparer aux examens universitaires en vue de leur retour en Italie.

Peu de temps avant Noël, Ida et Luigi Einaudi fêtent leurs quarante ans de mariage. Pour l'occasion, Luigi parvient à offrir à son épouse une montre en or. Par ailleurs, le couple reçoit les vœux et les présents de nombreux amis italiens et suisses. Eugenio Balzan, ancien directeur administratif du *Corriere della Sera*, leur envoie une boîte de chocolats. Parmi les exilés italiens, il y a à quelques professeurs d'université qui ne se sont pas compromis avec le régime, accompagnés de leurs épouses. Il y a aussi des professeurs juifs qui ont dû s'expatrier pour échapper aux lois raciales iniques de 1938. Il y a même Yolande de Savoie, épouse de Carlo Calvi di Bergolo, exilée à Fribourg. Pendant ce temps, les exilés reçoivent des nouvelles alarmantes sur le climat de violence qui règne en Italie, surtout à Rome. On apprend aussi le débarquement allié à Nettuno, les persécutions et la déportation de civils en Allemagne. Le 9 janvier 1944, Einaudi apprend que grâce à l'entremise du professeur Rappard, la Fondation



Rockefeller est prête à financer pendant un an son activité universitaire, par un don de 4200 francs. C'est là une excellente nouvelle: le couple sera à l'abri du besoin pendant toute une année. Le 30 janvier 1944, Luigi Einaudi mesure leur maison: "Notre mansarde fait 2,50 x 2,77 x 4,50. Quant aux chambres, elles font 2,55 mètres sous plafond!" Quelle nostalgie de leur maison de San Giacomo à Dogliani!

Ainsi, après une période d'adaptation aux conditions matérielles de l'exil, Einaudi peut enfin se consacrer à plus long terme aux activités intellectuelles auxquelles il a voué toute sa vie et qui vont contribuer à la renaissance démocratique de l'Italie. Avant tout, il se remet à enseigner régulièrement. Sollicité pour intervenir dans les centres universitaires créés pour les réfugiés italiens à Genève et Lausanne, Einaudi accepte bien volontiers. Il enseigne donc la jurisprudence, les sciences économiques et l'ingénierie dans les deux camps universitaires de Genève et à l'Ecole d'Ingénieurs de Lausanne. C'est ce cursus qui inspirera ses *Lezioni di politica sociale* (Turin, Einaudi, 1949), petit ouvrage accessible très apprécié des nombreux auditeurs italiens qui se pressent à ses cours. Soucieux qu'il est de former les jeunes qui vont devoir affronter les problèmes de l'après-fascisme, il crée à Lausanne, avec son ami Gustavo Colonnetti, le Centre d'études pour la reconstruction Italie-Suisse. Cette initiative aura par la suite le soutien du Président du Conseil Ivanoe Bonomi.

Le 24 février 1944, il est certainement très ému lorsqu'il commence son cours à Lausanne. Les applaudissements, et plus



tard les bons résultats de ses élèves, lui redonnent confiance. Ses cours à Genève commencent le 21 avril, date à laquelle il déménage dans cette ville (“Cette nuit, pour la première fois, nous dormons dans notre lit”). Il termine ce cours le 4 juillet puis s’octroie une excursion à la confluence du Rhône et de l’Arve en compagnie de son épouse. Par ailleurs, il est toujours prêt à tenir des conférences sur les questions italiennes, tant pour le compte de la Società Dante Alighieri que pour l’association étudiante Corda Fratres.

En parallèle à l’enseignement, il reprend son métier de journaliste. Il publie de nombreux articles non signés dans le prestigieux journal *Basler Nachrichten* (à son retour en Italie, il participera même au numéro commémoratif pour les cent ans de cet hebdomadaire). Sous le pseudonyme “Junius”, il collabore plus régulièrement au supplément hebdomadaire destiné aux Italiens de la *Gazzetta ticinese*.

Ce séjour en Suisse lui permet d’approfondir sa connaissance de la réalité institutionnelle et sociale du pays, et en particulier du fédéralisme. Pensant à l’avenir institutionnel de l’Italie, il note l’idée que les députés de chaque région soient aussi membres des assemblées législatives régionales pour créer un lien entre les deux niveaux. Il tire aussi les enseignements de sa visite au pénitencier du canton de Vaud, où les détenus travaillent non seulement dans des ateliers fermés mais aussi dans les champs, sans



tenter de s’évader parce qu’ils touchent pour leur travail une indemnité calculée en fonction du type de tâche. Autre réalité qu’il découvre à l’époque: les écoles Steiner, qui sont particulièrement appréciées du doyen de la faculté de philosophie de Bâle, Walter von Wartburg, pour qui le pédagogue Rudolf Steiner est en avance de plusieurs siècles sur son temps. Autre adepte convaincu de Steiner, Assunto Zamboni, médecin et frère du jeune Bolognais Anteo Zamboni, lynché par les fascistes à l’âge de 16 ans le 31 octobre 1926 à la suite de son attentat manqué contre Mussolini.

En outre, son séjour en Suisse offre à Einaudi l’occasion de combler ses lacunes culturelles dues à l’isolement forcé imposé à l’Italie par le régime fasciste. C’est pour cela qu’il cherche à rassembler auprès de ses amis toutes sortes d’ouvrages et de revues dont il veut rendre compte dans un prochain numéro de sa *Rivista di storia economica*, afin que les idées nouvelles puissent aussi circuler dans les universités italiennes.

Dans la vie des époux Einaudi - qui voyagent entre Genève, Lausanne, Bâle, Berne, Zurich, Lugano, St Moritz, ce qui nécessite à chaque fois une autorisation de la police helvétique - les invitations se multiplient chez des professeurs suisses, des diplomates italiens, des familles italiennes émigrées de longue date, comme celles des professeurs juifs qui n’avaient pas prêté serment au régime ou qui avaient dû quitter leur charge à la suite des lois raciales de 1938. C’est le cas de

Luigi et Ida à Bâle
(1944).

Röpke, Wartburg, Rappard, Kaegi mais aussi des familles d'Alessandro Levi, de Mario Toscano et de la veuve Carrara qui invitent souvent les Einaudi.

Dans ce climat d'attente mais aussi de soutien chaleureux, Einaudi fête son soixante-dixième anniversaire en février 1944. A sa grande surprise, les *Basler Nachrichten* en font même mention. Pâques est l'occasion d'une excursion au Sanctuaire d'Oltingen, où les époux prennent un bon repas dans la maison-couvent.

Mais le principal souci d'Einaudi est d'ordre politique: quel sera l'avenir de l'Italie, après l'épisode fasciste? L'exilé le plus proche de lui est Ernesto Rossi, avec qui il est en contact depuis l'époque où ce dernier a été envoyé en prison puis en exil. Leur aspiration commune est celle d'une fédération européenne: le 10 mai, ils se rencontrent chez Einaudi pour projeter un rapprochement entre les représentants des mouvements de résistance française, allemande, hollandaise et yougoslave. D'un commun accord, ils repoussent la proposition du délégué tchécoslovaque d'associer l'URSS à cette initiative.

Dans les colonnes de la presse suisse, Einaudi déclare haut et fort sa méfiance à l'égard du modèle soviétique et de l'attrait qu'il exerce sur le communisme italien. Le véritable visage de la dictature stalinienne lui a été révélé le 20 avril lors d'une conversation avec Eugenio et Yvette Anagnine. L'écrivain russe italianisé, spécialiste du syncrétisme religieux de Pic de la Mirandole, a alors des mots qui émeuvent profondément les époux Einaudi. Sur le plan politique, Luigi ne pardonne pas à l'illustre latiniste Concetto Marchesi de faire de la propagande communiste, bien qu'il ait apprécié sa

leçon sur Tite-Live et Tacite du 13 mai. Il redoute le prosélytisme croissant des communistes en Italie et la fascination qu'ils exercent sur les socialistes, particulièrement Pietro Nenni qui, selon Rossi, serait prêt à accepter toutes leurs volontés. Il recueille également les opinions anticommunistes de Modigliani et Spinelli. La peur d'un coup de main communiste dans l'Italie du sud ne se dissipera qu'avec la réconfortante nouvelle de la libération de Rome en juin.

Comme on le sait, cette position politique de Luigi Einaudi trouve de douloureux échos dans son histoire familiale personnelle, du fait des choix idéologiques de son fils Giulio qui adhère au PC et se rapproche de la résistance dans le Val d'Ossola. À cet égard, les propos qu'il lui adresse dans cette lettre du 17 août sont assez emblématiques: "Personne ne connaît la vérité vraie; on sait seulement que ce n'est pas celle qui nous est imposée. Quelle que soit à l'avenir la constitution de notre société, essaie de préserver par ton action d'aujourd'hui, dans la lettre et dans l'esprit, dans les idées inspiratrices et dans les conditions juridiques et économiques de mise en œuvre de ces idées, le bien suprême qu'est la liberté de pouvoir refuser la vérité officielle". Dix jours plus tard, revenant sur cette question, il se demande comment il est possible que ce jeune homme, qui a su créer avec sa maison d'édition "quelque chose d'aussi beau", puisse accepter de courir le risque, "en étant aux ordres d'un parti, de perdre son indépendance d'esprit, qui est son bien le plus précieux".

Pendant toute cette période d'exil, Luigi Einaudi participe activement aux réunions des émigrés politiques italiens et interroge les différents points de vue des partis qui sont en train de se reconstituer. Parmi ses contacts, on compte Rossi, qui a toute sa confiance, mais aussi des membres du *Partito d'Azione* comme Raimondo Craveri et Adolfo Tino, des catholiques libéraux comme Tommaso Gallari Scotti, des démocrates chrétiens comme Edoardo Clerici et Amintore Fanfani, des socialistes comme Giuseppe Emanuele Modigliani, des républicains comme Egidio Reale, des libéraux comme Manlio Brosio et Edgardo Sogno, des communistes comme Concetto Marchesi. Il rencontre aussi des artistes et des intel-



lectuels: le poète Diego Valeri et le sculpteur Marino Marini. Les intellectuels de la génération suivante assistent à ses cours: dans ce cadre, Einaudi se souvient avoir enseigné à Giorgio Strehler, futur grand homme de théâtre. Avec Adriano Olivetti, il discute des idées politico-sociales mises en œuvre par la suite dans le projet des “Communautés”.

Einaudi, lui, dit rester fidèle à l'idéal libéral, dont il juge pourtant nécessaire de clarifier les contours suite à la polémique qui l'opposa à Benedetto Croce. Après la libération de Rome en juin 1944, chez les exilés, on commence à compter les jours. On envisage le retour, dans une Italie pourtant encore coupée en deux, et on s'inquiète des modalités de ce retour. Quels seront les nouveaux interlocuteurs: les Alliés, la Résistance, l'Armée?

Einaudi a déjà eu l'occasion de croiser en Suisse des représentants des Etats-Unis, comme Allen Dulles, rencontré à Berne le 28 février. Le 9 novembre, Einaudi résume sa position sur l'avenir de l'Italie dans une conférence donnée dans l'amphithéâtre du Liceo⁵ à Lugano et intitulée “Le due vie della ricostruzione” [Les deux voies de la reconstruction], après avoir participé, quelques jours plus tôt, à une rencontre à l'initiative des Alliés réunissant les représentants des diverses forces politiques italiennes. Le lendemain, on l'informe que Rome va bientôt procéder au rapatriement de certains des principaux exilés politiques. Luigi accepte d'en faire partie à condition que son épouse Ida puisse le suivre. Le départ, donné pour imminent, sera pourtant reporté plus d'une fois, mais les préparatifs vont bon train. A son grand dam, Einaudi apprend qu'il n'a droit qu'à une quantité limitée de bagages, au moment même où il vient de mettre la main sur un original de *L'Esprit des lois* de Montesquieu. Le 7 décembre, sans passeport ni visa, les Einaudi finissent par quitter la Suisse pour la France, en compagnie d'autres exilés. Le 10, ils quittent Lyon et atterrissent à l'aérodrome de Rome Ciampino, d'où ils vont s'installer provisoirement au Grand Hôtel!

Ainsi, son exil suisse a préparé Einaudi à affronter les grandes épreuves de la reconstruction nationale dont il fut l'un des acteurs, d'abord dans le domaine économique comme gouverneur de la Banque d'Italie et ministre

du Budget, puis dans le cadre institutionnel avec son élection à la présidence de la République. Même après cela, il ne cessa jamais de développer les contacts pris pendant cette période. Le 9 octobre 1948, à l'occasion de la “Journée de la Patrie”, le Secrétariat des émigrés italiens de Lugano le sollicita pour envoyer un message à l'adresse des Italiens de Suisse. L'année suivante, le 24 septembre 1949, le Président Einaudi leur réitérait sa solidarité et sa sympathie à l'occasion de la “Semaine de la Patrie”, et encore l'année d'après, le 6 octobre 1950. Il accompagna aussi de ses vœux la sympathique fête de bienfaisance donnée par la communauté italienne de Zurich, en lui faisant parvenir tous ses souhaits de réussite le 14 septembre 1949. Il renouvela ce message le 12 septembre 1950, le 8 septembre 1951, le 19 septembre 1952 et le 6 septembre 1953 et 54.

Radio Lausanne fut un autre moyen de communication entre Einaudi et la Suisse au cours de son septennat: en effet, c'est par les micros de cette station de radio qu'il fit parvenir ses traditionnels vœux de bonne année à ses compatriotes émigrés, en 1947, 1952, 1953 et 1954.



Excursion à By en 1947: c'est de ce village valdôtain qu'Einaudi et sa femme étaient partis, quatre ans plus tôt, pour s'exiler en Suisse.

Luigi Einaudi reçoit le titre de Docteur honoris causa de l'Université de Bâle (1956).

Si Luigi Einaudi avait une affection particulière pour la Suisse, c'est aussi au nom des idéaux libéraux et fédéralistes de sa jeunesse. A cet égard, la mémoire de Giuseppe Mazzini, lui aussi exilé en terre helvétique, fut pour lui très importante. Le choix institutionnel de la république en Italie consacrait la victoire des idéaux de Mazzini ainsi que de Carlo Cattaneo, lui aussi exilé politique en Suisse, citoyen d'honneur de Lugano où il fut enterré. Cattaneo avait élaboré son idéal fédéraliste européen en s'inspirant de l'organisation suisse dont il admirait les vertus civiques. Le 7 novembre 1948, dans une allocution au Congrès romain de l'Union européenne des fédéralistes, Luigi Einaudi rappelait les raisons de l'attrait qu'avait constitué pour eux cet idéal. Ce texte, inspiré du "Pacte de fraternité de la Jeune Europe" rédigé en quatre langues (italien, polonais, allemand et français) et signé à Berne en 1834 par les représentants des organisations nationales homologues de la "Giovane Italia", joua d'ailleurs un rôle très important dans la mise en œuvre de ces idéaux..

Luigi Einaudi fut en outre l'inspirateur d'Ernesto Rossi pour la rédaction du "Manifeste de Ventotene", comme l'atteste la correspondance des deux hommes alors que Rossi était encore en prison à Rome et plus tard en exil à Ventotene. Ernesto Rossi dicta le manifeste à Eugenio Colorni⁶ qui en rédigea la préface. Il fut ensuite co-signé par Altiero Spinelli.

Il est assez rare qu'un Président de la République honore le cinquantième anniversaire d'un ami de façon aussi solennelle que Luigi Einaudi le fit pour le grand penseur suisse Wilhelm Röpke. Mais ce dernier, par le rôle qu'il avait joué en Suisse et dans la pensée économique d'Einaudi, ne méritait pas moins. C'est en ces termes qu'il lui rendait hommage en 1949: "Pour son cinquantième anniversaire, mon ami et collègue Wilhelm Röpke mériterait mieux que le bref hommage que je m'appête à lui rendre. En effet, sa pensée a profondément influencé les courants libéraux de mon pays. Aujourd'hui, dans les jeunes générations, personne ne pense plus le libéralisme comme autrefois, comme avant les ouvrages et les essais de Wilhelm Röpke qui a eu le mérite de démontrer que le libéralisme tel

qu'il a été appliqué en Europe et en Italie n'avait en fait rien à voir avec la doctrine libérale. Ceux qui en Italie entre 1877 et 1922 ont donné à l'économie une empreinte protectionniste, ceux qui, sans aucune réflexion, ont improvisé la nationalisation des chemins de fer, ceux qui ont inauguré les sauvetages bancaires et industriels peuvent être considérés comme les précurseurs de l'interventionnisme et du socialisme d'Etat, certainement pas comme les tenants du libéralisme. Nous devons tirer les enseignements de l'expérience fasciste. Nombreux sont ceux qui se sont persuadés que ce libéralisme – qui n'en avait que le nom – avait conduit, insensiblement, au totalitarisme. Röpke, lui, a montré que le libéralisme n'est pas un concept creux, il rejette la théorie selon laquelle l'Etat



devrait être absent de la politique économique et "laisser faire, laisser passer" tout ce qui profite aux personnes privées. Grâce à Röpke, beaucoup de gens se sont mis à penser que l'Etat a la tâche difficile de dicter les règles, de fixer le cadre dans lequel les individus peuvent évoluer librement. Il est beaucoup plus difficile, pour l'Etat, de fixer les limites de l'action des individus que d'intervenir directement pour contrecarrer les initiatives privées. Même après la chute du régime fasciste, la politique italienne continue, hélas, à être trop interventionniste, nationalisatrice et corporatiste. À l'exception de la politique monétaire, où les principes d'action classiques (contrôle du crédit, des taux d'escompte, mesures de stabilisation de la lire et de lutte contre l'inflation) sont en fait atténués. Cette exception est d'ailleurs essentielle, car elle a permis jusqu'à maintenant de limiter les conséquences dommageables de l'interventionnisme et du dirigisme ambiants. Je souhaite que la doctrine du nouveau réalisme, exposée avec tant de sagesse et de ténacité par

Luigi et Ida Einaudi à l'Association italo-suisse le 26 novembre 1954.

Wilhelm Röpke, inspire non seulement notre politique monétaire mais toute la politique économique italienne, et c'est là le plus bel hommage que mon pays puisse rendre au grand penseur dont l'œuvre honore la science économique contemporaine."

Mais Luigi Einaudi fut aussi une figure importante pour les Suisses. A preuve, cette dédicace écrite en italien (alors que l'ouvrage est en allemand)⁷ du grand historien Werner Kaegi dans sa préface au troisième volume de sa biographie de Jakob Burckhardt. Il y évoque leurs rencontres à Bâle: "Lorsque vous m'avez permis, illustre Président, d'inscrire votre nom sur la page de garde de ce volume, je n'aurais pas imaginé mettre tant de temps à achever cette œuvre. A présent que j'écris ces lignes, je me souviens de ce jour de 1943 – c'était en



novembre, je crois – où vous m'avez téléphoné à Bâle. Entendant votre nom, je me souviens alors d'une autre voix inoubliable, celle de Huizinga rentrant d'un voyage en Amérique effectué en votre compagnie. Il m'avait parlé de vos conversations sur le bateau, en haute mer. Il m'avait dit alors: 'N'oubliez jamais ce nom. Einaudi est un scientifique indépendant, et tout à fait conscient de notre situation.' Quand par la suite, peu de temps après l'armistice, vous êtes revenu pour la première fois à Bâle, sur les lieux de votre exil, et quand, voyant que vous vous étiez procuré le premier tome du présent ouvrage dès sa parution, j'ai pris conscience que vous l'aviez acheté avec des lires qui n'avaient pas encore subi la magnifique cure de jouvence que vous leur avez offerte, c'est alors que j'eus l'idée de vous dédier un prochain tome de cet ouvrage. Il ne pouvait s'agir que du troisième, qui parle

tant des réalités italiennes. J'ai pourtant hésité à mettre ce projet à exécution, lorsque j'ai appris que la République renaissante vous appelait à sa plus haute charge. Mais ma gratitude envers l'Italie, vieille de trente-cinq ans et que j'ai dû réprimer pendant vingt années d'un lourd silence, ce sentiment, à un certain moment de mon travail, est devenu si fort qu'il a fini par vaincre mes réticences. Je vous ai alors demandé votre accord pour cette dédicace telle qu'elle est imprimée ici. Nous étions au printemps 1955, vous vous prépariez alors à quitter le Quirinal pour revenir à la vie privée. Vous m'avez donné votre accord pour que votre nom soit associé sur la même page à celui de trois de mes amis, compagnons et maîtres d'histoire: Delio Cantimori, à qui la Suisse doit une excellente contribution à sa propre histoire, Federico Chabod, magnanime voisin valdôtain et ami de nos lois helvétiques et Raffaello Morghen, illustre gardien du palais Corsini et de la Farnesina, qui m'a offert son hospitalité alors que je n'étais à Rome qu'un étranger parmi d'autres. Ce sont là des amitiés réconfortantes qui m'ont adouci les difficultés de ces dernières années. Je me sentais ainsi accueilli dans une communauté de recherche qui a toujours été ma seconde patrie, et non des moindres: celle de ceux qui se consacrent à la connaissance. En conclusion, je voudrais confesser que j'ai écrit cet ouvrage avec la sincère intention d'honorer la gloire des arts italiens. Mais je voudrais l'avoir

* *Surintendante honoraire des Archives historiques de la Chambre des députés; professeur en retraite d'Education comparée à l'université de Rome; auteur du livre Il Presidente Professore: Luigi Einaudi al Quirinale, préfacé par Carlo Azeglio Ciampi, Milan, Trente, Luni, 2001.*



⁵ A ce même moment, pour expliquer les raisons de ses choix à l'opinion publique des pays alliés, Einaudi écrit un article intitulé "Left and right in Italy", paru dans *The Economist* le 18 novembre 1944.

⁶ L. Solari, *Eugenio Colorni*, Vicenza, Marsilio, 1980.

⁷ A. D'Arma, *Luigi Einaudi. Memorie di famiglia e di lavoro*, Rome, Società Luigi Einaudi pour les études monétaires, bancaires et financières, 1975, pp. 362-363.

Notes

¹ G. Busino, "Ricerche e documenti per la biografia di Luigi Einaudi. La mancata nomina a professore di economia politica nell'Università di Ginevra", dans: *Bollettino della Società per gli studi storici, archeologici ed artistici nella provincia di Cuneo*, n. 48 (décembre 1962); "Luigi Einaudi e la Svizzera. Materiali per servire alla storia dei rapporti italo-svizzeri e alla biografia einaudiana", sous la direction de G. Busino, in: *Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, v. 5 (1971), pp. 351-422 (idem pour la bibliographie citée ici).

² L. Einaudi, *Diario dell'esilio. 1943-1944*, édité par Paolo Soddu, préface de Alessandro Galante Garrone, Turin, Einaudi, 1997; voir également I. Einaudi, "Luigi Einaudi esule in terra elvetica", dans *B. I. Rivista del personale della Banca d'Italia*, a. 4, n. 4 (octobre 1964).

³ A. Galante Garrone, "Luigi Einaudi e il suo esilio in Svizzera (1943-1944)", dans *Nuova Antologia*, a. 133, v. 580, fasc. 2206 (avril-juin 1998), pp. 44-45.

⁴ L. Einaudi, "Di taluni insegnamenti della Svizzera nel tempo presente", dans *Rivista della Svizzera italiana*, revue culturelle mensuelle, a. 3, n. 23-24 (13 août 1943), pp. 483-498; L. Einaudi, "Die Mission der Monarchie in Italien", in *Basler Nachrichten*, 1943, n. 332 (4-5 décembre).

Einaudi en tenue de sport au cours d'une excursion en montagne (1955-1956).



Le style institutionnel du Président de la République Luigi Einaudi

par Giuliana Limiti *



À gauche:
Le Président de la République
dans les jardins du Quirinal
en juillet 1948.

Sur cette page:
Le Président salue la foule
depuis sa voiture.

Le Président à Venise le
7 juin 1948.

Succédant à Enrico De Nicola qui avait assuré l'intérim à la tête du pays au lendemain du référendum institutionnel, Luigi Einaudi est élu premier Président de la République italienne par le Parlement réuni en séance commune, conformément à la nouvelle Constitution entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1948. Il exercera l'intégralité de son mandat présidentiel, de 1948 à 1955.

Pourquoi le choix s'est-il porté sur Luigi Einaudi? Au lendemain de la guerre, la situation en Italie était tellement dramatique qu'il fallait réinstaurer un climat de confiance propice à la reconstruction. Luigi Einaudi, connu et apprécié pour sa grande rigueur scientifique, était déjà un modèle pour tous. Après la chute du fascisme, il avait assumé des fonctions politiques et économiques délicates, en tant que gouverneur de la Banque d'Italie tout d'abord, puis comme membre désigné du Conseil national et élu à l'Assemblée Constituante, vice-président du Conseil des ministres et enfin ministre du Budget. C'était en quelque sorte l'homme de la situation, pour assurer en douceur la transition institutionnelle de la monarchie à la république.

Nommé en 1919 sénateur du Royaume, il avait participé activement aux travaux de cette Assemblée et en 1938, avait voté contre les lois raciales du régime fasciste. Le 2 juin 1946, le peuple italien, consulté par référendum, choisissait majoritairement le modèle républicain, même si les voix en faveur de la monarchie étaient encore nombreuses, surtout dans le sud. Dans ce contexte, la figure de Luigi Einaudi, qui incarnait la continuité de l'Etat et les valeurs nationales et unitaires du Risorgimento qu'il ne cessait de rappeler, tout en étant ouvert à l'Europe et au reste du monde, atténua les divisions pour préparer les conditions nécessaires à l'assainissement du pays, dans tous les domaines.

Lui qui avait voté pour le maintien de la monarchie disait respecter la république à laquelle, de par ses fonctions politiques, il avait contribué activement et en toute loyauté. Il ne manqua d'ailleurs pas de le rappeler au moment solennel de son discours d'investiture.

Sur le plan physique, il avait une silhouette menue, discrète, légèrement claudicante, aux antipodes des caricatures de force viri-



le dont l'Italie avait été abreuvée pendant les années du fascisme.

C'est donc Luigi Einaudi qui fut fondateur de cette charge suprême de la république, sans toutefois bénéficier des pouvoirs propres à un système présidentiel (auquel il ne pouvait qu'être opposé, ne serait-ce qu'à cause des nombreux exemples de dérives populistes constatés à l'époque dans divers pays d'Amérique latine). Néanmoins, il revendiqua haut et fort son rôle de représentant de l'unité nationale et de garant de l'ordre constitutionnel, non seulement pour lui-même, mais au nom de ses successeurs. Ainsi, le style institutionnel du Président Einaudi se caractérise par un souci jaloux du respect de ses prérogatives constitutionnelles. Il s'inscrit résolument dans une conception mazzinienne de la république dont, selon Montesquieu lui-même, la vertu est le fondement. La défense de ses prérogatives présidentielles l'a souvent mis en porte-à-faux avec les exigences des appareils de parti, des groupes parlementaires, des pouvoirs économiques et syndicaux, médiatiques et industriels, dans un système voué à l'engourdissement du fait même de son corporatisme.

On a pu écrire que Luigi Einaudi et le Président du Conseil De Gasperi, œuvrant pour l'intérêt général et pour le bien public, furent parfois bien seuls face à la partitocratie rampante. En effet, De Gasperi ne s'est pas fait que des amis, même au sein de son propre parti et dans les gouvernements de coalition, pour avoir refusé la logique des clans – au lieu de celle des compétences réelles – et pour avoir voulu distinguer pouvoirs constitutionnels et nécessités politiques par trop contingentes.

C'est ainsi que De Gasperi parvint à garantir au Président de la République son soutien politique par son attitude respectueuse de la Constitution. Par exemple, Einaudi refusa, avec fermeté et constance, de négocier le droit qui lui était garanti par l'article 59-2 de la Constitution de la République qui stipule que "Le Président de la République peut nommer sénateurs à vie cinq citoyens ayant honoré la patrie par de très hauts mérites dans le domaine social, scientifique, artistique et littéraire". Pareille nomination était du ressort du Président de la



République, et de lui seul. En outre, le texte constitutionnel prévoyait clairement les champs d'application et les critères ("de très hauts mérites"). Les pressions exercées sur Einaudi pour déroger à ces critères furent fréquentes, mais il tint bon et nomma, au fil de son mandat, la fine fleur de ces braves: Pascuale Iannaccone, économiste; Don Luigi Sturzo, sociologue; Umberto Zanotti-Bianco, archéologue; Arturo Toscanini, chef d'orchestre (qui refusa); Trilussa, poète. Autant de noms de renommée internationale. Ce critère du mérite n'a pas toujours été retenu par ses successeurs. Certains sont même allés jusqu'à dépasser le nombre légal des nominations.

C'est avec la même rigueur qu'Einaudi fit appliquer l'article 135 de la Constitution, relatif à la nomination des juges de la Cour constitutionnelle (qui juge, entre autres, les litiges relatifs à la constitutionnalité des lois

de l'État et des régions et les accusations portées contre le Président de la République, conformément à la Constitution). Les 15 magistrats de cette cour sont nommés pour un tiers par le Président de la République, pour un tiers par le Parlement réuni en congrès et pour un tiers par les magistratures suprêmes ordinaires et administratives. Einaudi avait recommandé que le Parlement et les juridictions supérieures commencent par exprimer leur préférence, afin qu'il puisse en tenir compte dans les nominations qui étaient de son ressort et garantir ainsi à la Cour son équilibre politique et institutionnel. Mais le Parlement ne parvenant pas à se décider sur un candidat ne cessait de reporter son choix. Einaudi arrivait en fin de mandat, en conséquence, ce n'est pas lui qui put procéder aux nominations.

Le cinquième alinéa de ce même article 135 stipule que "la fonction de juge de la Cour est incompatible avec celle de membre du Parlement ou d'un conseil régional, avec l'exercice de la profession d'avocat, et avec toutes charges et fonctions prévues par la loi". Dans ce cadre aussi, Einaudi resta très rigoureux dans ses choix.

Pour lui, les rapports avec le Parlement étaient l'ancrage naturel de sa conception libérale de la politique, pour la pluralité des opinions, des personnes, des caractères, des histoires et des origines, dans la liberté de parole et de critique, dans la confrontation des propositions. C'était la garantie d'un anti-conformisme, contre la pensée unique qui aurait risqué d'embrigader tout le pays autour d'une seule idéologie, sous une seule bannière. Dans le Parlement libre d'avant le fascisme, Einaudi avait pris conscience de la force de la discussion, du débat, pour faire évoluer les idées reçues.

Pour lui, les débats parlementaires auraient dû être valorisés comme source historique précieuse et trop souvent ignorée. La liberté de contredire ou de réfuter les diverses propositions était pour lui une fonction indispensable du système républicain. Einaudi avait un immense respect pour le Parlement en tant qu'incarnation de la souveraineté nationale. Mais il fut toujours intraitable à l'égard d'initiatives législatives qui, loin de toute sélection au mérite, tenaient à faire entrer dans le corps de l'Etat

des magistrats sans les soumettre au moindre concours. Sans parler de l'inflation des dépenses publiques qu'occasionnaient de telles nominations.

A quatre reprises, il demanda la révision et la modification de propositions d'initiative parlementaire votées par le Parlement. En outre, il ne cessa jamais d'exprimer ses divergences d'opinion, à titre personnel et hors des circuits officiels. Il écrivait ainsi dans les plus grands quotidiens en signant d'un pseudonyme. La rigueur du budget de l'Etat demandait une grande cohérence des dépenses publiques qui étaient hélas soumises à des appétits divers. Le morcellement des partis politiques en différents courants conduisit les groupes parlementaires à suivre la logique de la "lotizzazione" (qui consiste à répartir entre les différents partis politiques les promotions et les nominations dans la fonction publique et dans certains autres services publics) et par conséquent à faire fi des organes constitutionnels pour privilégier une logique de factions au détriment des pouvoirs de l'Etat, de leur équilibre et de la loyauté à la Constitution.

Evoquons aussi une polémique qui éclata pour une question de composition du gouvernement Giuseppe Pella, et ce à un moment politique très délicat du fait des problèmes internationaux liés au Territoire de Trieste. L'article 92 stipule que le Président de la République nomme le Président du Conseil des ministres et, sur

proposition de celui-ci, les ministres (qui prêtent serment dans les mains du Président de la République avant d'assumer leurs fonctions – art. 93). Or, les groupes parlementaires du parti majoritaire demandèrent à Giuseppe Pella le remplacement du ministre de l'Agriculture Aldisio alors qu'il avait déjà prêté serment devant le Président de la République. Pella leur fit part des difficultés qu'il aurait à accéder à leur demande. Mais devant l'insistance de son groupe parlementaire, Giuseppe Pella donna lui-même sa démission pour se soustraire aux pressions. Le Président Einaudi convoqua alors les chefs des groupes parlementaires du parti majoritaire, il les fit entrer dans son bureau et, sans les inviter à s'asseoir, il leur lut une courte déclaration relative aux pouvoirs du Président du Conseil qu'il entendait bien réaffirmer pour couper court à toute tentative anticonstitutionnelle telle que venait d'en subir le gouvernement Pella. Aussitôt après, il les congédia tous.

Autre aspect des rapports d'Einaudi avec le Parlement: l'étude approfondie à laquelle il soumettait tous les projets de loi d'initiative gouvernementale avant d'autoriser leur présentation aux chambres. En effet, il veillait assidûment à examiner les propositions qui lui étaient soumises pour mieux en comprendre la portée, dans un souci d'équilibre constitutionnel et financier. Il reconnaissait au Président du Conseil le primat de sa fonction politique mais exigeait de lui, en contrepartie, une extrême transparence. Et pour preuve de son sens des responsabilités par rapport aux initiatives législatives du gouvernement, Einaudi ne manquait pas de faire parvenir un «Message aux chambres» dans le cas où le projet de loi s'éloignait par trop du texte original.

Durant son mandat, Luigi Einaudi entretint de bonnes relations, dans la pleine connaissance de leurs attributions respectives, avec l'administration publique, dont les rapports d'information étaient toujours lus avec attention par le Président, assisté en cela par son Secrétaire général Ferdinando Carbone.

Au Quirinal, l'administration était obsolète, népotiste. Mais Einaudi ne souhaita pas se créer une structure à lui. Il constata pour-



Luigi Einaudi et Giuseppe Pella, membre du Parlement, à Caprarola (13 août 1953).



tant l'absence d'archives historiques pour conserver la mémoire de l'institution. Il s'efforça de préserver les restes des documents de la monarchie qui faisaient partie des archives du ministre de la Maison Royale en les confiant aux Archives Centrales de l'Etat, privilégiant ainsi la démarche des fonds d'archives.

Quant aux documents de son propre septennat, Einaudi les transféra à Turin, où la fondation qui porte son nom les a conservées et archivées. En 1966, lorsque les Archives Historiques de la Présidence de la République furent enfin créées, la Fondation Einaudi mit généreusement à disposition de cette nouvelle structure tout son patrimoine documentaire.

Durant son septennat, Einaudi s'en tint à sa frugalité légendaire. Les domaines présidentiels de San Rossore et de Castelporziano produisaient des revenus agricoles qui servaient aussi à la gestion des résidences et au

budget présidentiel.

Les limitations imposées par le traité de paix aux relations internationales privèrent le Président Einaudi de voyages officiels à l'étranger. Son unique visite en terre "étrangère", il la réserva au Vatican. Einaudi vécut au palais du Quirinal en compagnie de son épouse Donna Ida Pellegrini, une de ses anciennes élèves, qui sut lui donner la chaleur d'un foyer intime et préservé. Elle resta près de lui sans être omniprésente, résolument en retrait de la vie publique de son époux, pour bien marquer le caractère exceptionnel de la charge de celui qui avait été appelé aux plus hautes fonctions de l'Etat. La seule fois où Donna Ida prit la parole en public, ce fut à la radio pour unir ses vœux de bonne année à ceux du Président à l'adresse des communautés italiennes du monde entier, en tant que femme et en tant que mère, "pour toutes ces femmes et ces mères italiennes qui vivent

Le Président Einaudi au Vatican avec le Pape Pie XII lors de la seule visite officielle à l'étranger au cours de son septennat (15 décembre 1948).

loin de nos frontières”.

Par la dignité et la simplicité de leur comportement au service de l'Etat, Ida et Luigi Einaudi marquèrent clairement ce qui les séparait des usages de la Cour.

Einaudi avait sur son bureau une lettre autographe de Giuseppe Mazzini, qui fut une inspiration constante tout au long de son septennat, surtout pour l'aspect pédagogique de sa fonction. Lors de l'inauguration du monument à Mazzini sur la colline de l'Aventin, pour le centenaire de la création de la République romaine de 1849, il évoqua en termes élogieux le triumvirat à l'antique instauré par Mazzini et fit le lien entre leurs idéaux respectifs d'union européenne.

Déjà en 1919, Einaudi avait écrit dans les colonnes du *Corriere della Sera* un article où il appelait de ses vœux les Etats-Unis d'Europe. C'est de cet article, ainsi que des écrits de Carlo Cattaneo et de Giuseppe Mazzini, que son cher ami Ernesto Rossi allait s'inspirer pour écrire, dans son exil de Ventotene, son fameux Manifeste (co-signé par Colorni et Spinelli).

Après la chute du régime fasciste en 1943, Luigi Einaudi fut nommé recteur de l'université de Turin, mais il dut se réfugier en Suisse pour échapper aux fascistes et aux nazis. Dans la terre d'exil de Cattaneo et de Mazzini, il allait réfléchir aux modalités de

la mise en œuvre des Etats-Unis d'Europe. Einaudi voulait une véritable fédération dont les Etats devraient renoncer à une part de leur souveraineté au profit d'un gouvernement fédéral. A cet égard, la Suisse des cantons en était la parfaite illustration.

Rentrant en Italie après l'épilogue de la Seconde Guerre mondiale, Einaudi fut Président de l'Association italo-suisse, créée à Rome tout de suite après la chute du fascisme et la libération de la ville. Le drapeau suisse est d'ailleurs le premier à avoir flotté sur l'immeuble de S. Marco (aujourd'hui siège de la S.I.O.I, Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale) au nom des Etats-Unis d'Europe.

Dans son livre *Lo Scrittoio del Presidente*, Luigi Einaudi devait revenir sur son septennat. Pour bien comprendre le *style* de sa présidence, il faut lire le rapport qu'il présenta après la fin de son mandat, en 1956, à l'Accademia dei Lincei, dont il était membre, et intitulé: "De certains usages non protocolaires liés à l'exercice de la présidence de la République en Italie". Il y décrivait son expérience de transition de la monarchie à la république et la mise en place de certaines règles de fonctionnement des organes d'Etat pour une meilleure cohérence républicaine. Sa conclusion à cet égard reste plus que jamais d'actualité: dans les moments historiques, il faut que tout le



Mme Einaudi aide son mari dans son travail.

Luigi Einaudi dans les vignobles de San Giacomo en 1952.



monde, militaires, diplomates, magistrats, n'aient qu'un seul objectif, "obéir" aux décisions des responsables civils, "qui ont été, de par la loi constitutionnelle et de par le libre vote des citoyens, placés au sommet de l'Etat."

Après son passage "au sommet de l'Etat", Luigi Einaudi, avec sa discrétion légendaire, insista pour redevenir "Monsieur Einaudi" et retourna à ses chers livres dans sa campagne piémontaise. Ce n'est qu'à la fin de son septennat qu'il put aller recevoir la distinction de professeur *honoris causa* que l'université d'Oxford lui avait décernée. Cet ultime hommage concentre toute la reconnaissance de ses pairs pour la qualité de son œuvre. Le professeur Einaudi ne cessa jamais d'être un pédagogue, exhortant la jeunesse à goûter, comme il avait si bien su le faire, les bienfaits de la culture et de la spiritualité contenues dans les livres, comme dans le bon vin, lui qui était, on le sait, tant bibliophile qu'œnologue!

** Surintendante honoraire des Archives historiques de la Chambre des députés; professeur d'Education comparée à l'Université de Rome; auteur du livre Il Presidente Professore: Luigi Einaudi al Quirinale, préfacé par Carlo Azeglio Ciampi, Milan, Trente, Luni, 2001.*



La théorie monétaire de Luigi Einaudi et son message

par Francesco Forte *



À gauche:
Luigi Einaudi au ministère
du Budget en 1947.

1. Luigi Einaudi a sauvé la lire à l'automne 1947, il y a soixante ans, alors qu'il était ministre du Budget, grâce à de nouvelles règles sur la restriction de liquidité des banques. Ces mesures furent mises en œuvre en juillet moyennant un taux de réserve obligatoire de 25% dans l'utilisation des dépôts bancaires. Ce taux, qui allait entrer en vigueur le 1^{er} octobre, serait de 10% pour les dépôts antérieurs au 1^{er} octobre et de 40% pour ceux postérieurs à cette date, cela afin d'atteindre le chiffre de 25%. En outre, le taux d'escompte de la Banque d'Italie fut alors porté de 4% à 5,5%. Cette manœuvre allait permettre de stabiliser la monnaie: au cours des premiers mois de 1947, les prix de gros avaient augmenté de 50%. A partir de l'automne, l'inflation cessa. Le taux d'inflation annuel calculé sur la moyenne arithmétique entre prix de gros et de détail, sur une base de 100 en 1947, fut de 5,5% en 1948, de -2% en 1949 et de -4,45% en 1950; il allait monter à 11,86% en 1951 mais baissa l'année suivante de 0,01% pour augmenter de 0,81% en 1953. Au cours de ces six années, l'indice des prix n'augmenta que de 12%, soit une moyenne annuelle de 2%. C'était là l'effet de la cure monétaire de Luigi Einaudi: un taux d'inflation annuel moyen identique à celui que la Banque centrale européenne considère aujourd'hui comme un signe de stabilité monétaire.

D'aucuns affirment qu'en 1947, cette décision fit chuter les investissements industriels. Pourtant, la croissance du PIB, en dépit de cette réduction de la masse monétaire, fut considérable. Si l'on se fonde sur les données les plus récentes de la comptabilité nationale (voir Références bibliographiques ⁸¹, F. Forte et collaborateurs, 2003), on voit qu'en 1948, le PIB augmenta de 10,1% en termes réels en pouvoir d'achat de la lire 2001. En 1949, il augmenta de 6,2%; l'année suivante, de 12,15%, et en 1951 encore de 15,7%. En 1952, cette croissance retomba à 3,68% mais en 1953, elle passa de nouveau à 7,33%. En résumé, au cours des six années 1947 à 1953, le PIB augmenta de 72%, soit une moyenne annuelle de 12%. Avec les calculs en lire 1990 effectués par Di Palma et Carlucci en 1997 (voir Références bibliographiques), on a quand même une croissance du PIB de 6,02%

entre 1947 et 1948. Et par la suite, entre 1948 à 1949, de 7,95%. Entre 1949 et 1950, le PIB augmenta de 6,84%, entre 1950 et 1951, de 12,31%, entre 1951 et 1952, de 8,33% et entre 1952 et 1953, de 6%. En six ans, entre 1947 et 1953, la croissance fut donc de 58%, soit une moyenne annuelle de 9,6%. Selon l'annuaire de l'Istat de 1954, sur la base des données de l'époque, le revenu national de 1953 en termes réels, calculé grâce à l'indice du pouvoir d'achat de la monnaie obtenu par la moyenne entre prix de gros et coût de la vie, avait augmenté de 60%, soit 10% par an. Si l'on se fonde sur le seul indice du coût de la vie, le revenu national de 1953 en termes réels avait augmenté de 44,3% par rapport à 1947, avec une moyenne annuelle de croissance de 7,38%. Si l'on prend en compte l'indice du pouvoir d'achat de la monnaie calculé comme moyenne entre prix de gros et coût de la vie, le revenu national en termes réels avait augmenté de 10% entre 1947 et 1948. En prenant en compte l'indice du pouvoir d'achat de la monnaie calculé avec l'indice du coût de la vie, le revenu national réel de 1948 avait tout de même augmenté de 8,1% par rapport à 1947.

Ainsi, même si l'on se fonde sur les données officielles de l'Istat pour les années 1950, la thèse des économistes proches du Parti Communiste d'alors et de nombreux keynésiens américains ou italiens émigrés aux Etats-Unis, comme A. O. Hirschman et Bruno Foà (voir Références bibliographiques), pour qui la manœuvre d'Einaudi avait obtenu la stabilité monétaire au détriment de la croissance, est fautive. A l'appui de cette thèse, certains allèrent même jusqu'à argumenter que le gouvernement avait été contraint d'augmenter les dépenses publiques et de différer la levée de l'impôt sur la fortune pour alléger les effets déflationnistes d'une diminution de la masse monétaire. Ils ajoutaient même qu'Einaudi, aux commandes de la politique économique du gouvernement, en venait ainsi à contredire ce qu'il avait lui-même mis en œuvre peu de temps avant. Le libéral Einaudi se voyait taxé à la fois d'extrémisme libéral, par sa volonté de stabilité monétaire et de dirigisme. Or dans la phase de reconstruction qui suivit la guerre, il fallait opérer des choix dans les investissements car le pays

avait été touché de façon inégale par les destructions et tous les pans du marché n'étaient pas également mal en point. En outre, il fallait trouver le juste équilibre entre politique monétaire et politique fiscale. Une fois enrayée la spirale inflationniste grâce à une politique monétaire stricte, il était possible de relancer la croissance grâce à d'importantes dépenses publiques et à un allègement de la fiscalité des plus gros détenteurs d'épargne, sans risque de reprise de l'inflation.

Les critiques qui affirmèrent, à partir de données fragmentaires, que l'économie italienne avait raté plusieurs trains du fait de la réduction de la masse monétaire étaient déjà démentis par les chiffres de l'époque. Mais ces gens-là, à la différence d'Einaudi, regardaient peu les chiffres. Ils auraient peut-être pu soutenir, à l'époque, que les statistiques officielles ne disaient pas toute la vérité. Mais même dans les années 1970, les critiques faites à la politique monétaire d'Einaudi reprirent de plus belle, toujours sans aucune référence aux chiffres, dans de nombreux essais, à l'initiative d'un éminent économiste comme Augusto Graziani (voir Références bibliographiques). La thèse la plus courante était que sans cette réduction de la masse monétaire, le PIB italien aurait pu connaître une croissance plus forte. Mais les calculs récents sur la dynamique du PIB de l'époque la démentent. Une croissance de 10% par an, avec une

inflation basse, est un record mondial qui, jusqu'à aujourd'hui, n'a jamais été dépassé.

2. Il faut préciser ici qu'Einaudi, qui a consacré tant d'ouvrages à la défense de la monnaie contre l'inflation (voir une récente compilation intitulée *Il Mestiere della moneta*, dans les Références bibliographiques), n'était pas un monétariste, à savoir un tenant de la théorie quantitative de la monnaie selon laquelle, étant donné la croissance réelle du PIB, il y aurait un lien constant entre quantité de monnaie en circulation et niveau des prix.

Einaudi jugeait cette théorie incorrecte. En revanche, il considérait comme exacte l'équation des échanges (voir Références bibliographiques). Selon cette équation, en effet, la quantité de monnaie en circulation n'est pas liée nécessairement à la croissance du PIB réel ni au niveau des prix, parce qu'il existe une autre variable, la vitesse de circulation de la monnaie, qui dépend en partie de la réglementation publique mais, bien plus encore, du marché.

La différence entre théorie quantitative de la monnaie et équation des échanges relative à la monnaie peut être illustrée par un exemple élémentaire. Selon la théorie quantitative, la quantité de monnaie, appelée M , est en proportion directe et constante avec les prix annuels P et en proportion inverse constante avec le volume du revenu réel qui est produit pendant l'année, et que nous nommerons R . On a donc: $M=P/R$, ou bien $P=M/R$, car si M augmente indépendamment de R , les prix doivent augmenter. A l'inverse, si R augmente et que M augmente dans la même proportion que R , les prix n'augmentent pas. Et si l'augmentation de M est supérieure à l'augmentation de R , la différence entre les deux pourcentages se traduit par une augmentation identique des prix. Supposons que le volume des échanges E , avec lesquels on produit du PIB, soit constamment le double du PIB qui en découle. Ainsi, à supposer que M passe 20 fois en un an d'un portefeuille à l'autre des divers opérateurs économiques, avec un $PIB_{t_0} = 1000$ pendant l'année t_0 qui comporte un volume d'échanges $E_{t_0}=2000$, il faut une quantité de monnaie $M_{t_0}=100$. Si pendant l'année t_1 , on a une $PIB_{t_1}=1050$, équivalent à 5% de plus, qui comporte un



volume d'échanges $E_{t_1}=2100$, pendant l'année t_1 la quantité de monnaie est $M_{t_1}=105$ et on n'assiste à aucune augmentation ni diminution des prix, autrement dit on a une variation de prix $P_{t_1}=0$, soit ni inflation, ni déflation, du fait que la quantité de monnaie M_{t_1} est augmentée de 5% par rapport à M_{t_0} , de même que le PIB $_{t_1}$ par rapport au PIB $_{t_0}$ et de même que les échanges E_{t_1} par rapport aux échanges E_{t_0} de l'année de référence. En effet, 105×10 donne $1050 = \text{PIB}_{t_1}$, qui multiplié par 2 donne $E_{t_1}=2100$. Si au contraire la quantité de M de l'année t_0 à l'année t_1 s'accroît de $M_{t_0}=100$ à $M_{t_1}=110$, on a forcément une augmentation de prix de 5% de l'année t_1 (indiqués par P_{t_1}) par rapport à l'année t_0 (notés P_{t_0}). Ceci du fait que $110 \times 10 = 1100$ qui multiplié par 2 donne $P_{t_1}=2200$. Et étant donné que le PIB $_{t_1}$ réel est passé à 1050 avec un volume d'échanges E_{t_1} de 2100, la différence doit consister en une augmentation de prix qui a porté le PIB monétaire à $\text{PIB}_{t_1}=1100$ et en conséquence $E_{t_1}=2200$.

3. La distinction entre théorie quantitative de la monnaie et théorie de l'équation des échanges, qui avait la faveur d'Einaudi, réside dans le fait que selon cette dernière, outre la quantité de monnaie M, au revenu réel R et au niveau des prix P qui en dépend se rajoute un autre facteur qui est la vitesse de circulation de la monnaie V. Cette vitesse est sujette à variations, tandis que dans la théorie quantitative pure, elle est une donnée fixe. Les variations de la vitesse de circulation de la monnaie ont deux origines: d'une part les modifications de comportement des opérateurs économiques qui peuvent être amenés à préférer les liquidités, préférence qui tend à augmenter avec la croissance de leur revenu et à diminuer en cas de peur de l'inflation, et d'autre part les mécanismes du crédit bancaire qui, à travers divers instruments (chèques bancaires de comptes courants, découverts sur tels ou tels comptes courants, etc.) contribue à augmenter la quantité de monnaie fiduciaire en circulation.

Dans la théorie quantitative pure, le volume des échanges nécessaires pour produire un revenu est fixe, lui aussi, tandis que dans l'équation des échanges, il peut varier. En général, lorsqu'on augmente le revenu R,

on a tendance à assister à une augmentation du volume des échanges, du fait du recul du revenu en nature qui, lui, ne nécessite pas d'échanges par rapport au revenu produit sur le marché par le biais d'échanges, ainsi qu'à une intensification de la division du travail dans la production du revenu de marché. Mais ce phénomène est relativement stable, en rapport avec l'évolution économique.

Il n'en va pas de même pour la vitesse de circulation de la monnaie V. Cette dernière varie, soit quand la banque centrale et le gouvernement changent les règles qui régissent le rapport entre dépôts et prêts ou fonds propres et fonds engagés auprès de la clientèle, soit en fonction de la quantité de liquidités dont disposent les opérateurs du marché dans leur portefeuille et en banque et selon qu'ils paient au comptant ou par traites ou par chèque bancaire. Le paiement par chèque bancaire peut être encouragé par le biais d'autorisations de découvert sur compte courant. De même, les règles sur le rapport entre dépôts et prêts des banques ou entre capital propre et leur exposition de diverses natures peuvent être modifiées. Par conséquent, à côté de la monnaie papier M, il y a la monnaie bancaire M $_1$, qui peut varier au même titre que M, soit du fait des règles établies par la banque centrale et par le gouvernement, soit du fait du comportement des divers opérateurs du marché, entreprises et foyers. En général, en cas de risque d'inflation, la vitesse V augmente, parce que les gens ont tendance à vouloir se débarrasser de la monnaie pour éviter l'érosion de leur pouvoir d'achat. Les dépôts en banque diminuent et on investit plutôt dans les biens qui ne perdent pas leur valeur. Ainsi on peut dire qu'en cas d'inflation, la monnaie brûle les doigts, parce que les gens veulent s'en débarrasser au plus vite.

Plus la vitesse de M est élevée, moins il faut de M pour générer un certain revenu R à parité de prix P. L'équation des échanges est donc la suivante: $MxV = PxR$ ou encore $P = MxV/R$ et, en substituant E à R, qu'on peut supposer, par commodité de calcul, constant dans le temps, on a $P = MxV/E$ ou aussi $M = PxV/E$. Ou encore, si l'augmentation de la quantité de monnaie est supérieure à celle du PIB et par conséquent à celle du volume des échanges, supposée en

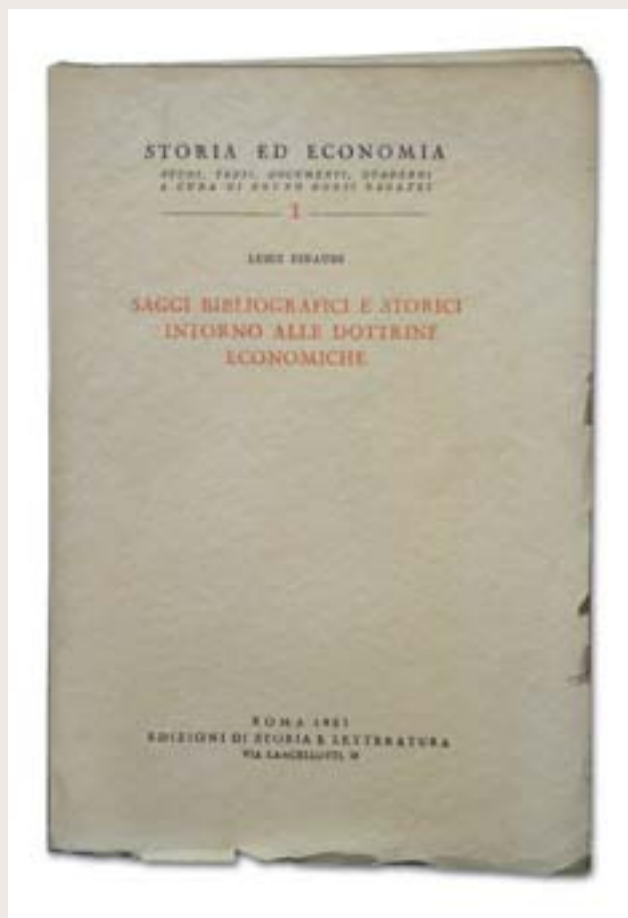
rapport constant avec lui (dans notre exemple de 2 à 1), on peut éviter l'augmentation des prix, dès lors que la baisse de la vitesse de circulation est égale à la différence "normalisée" entre taux d'augmentation de la quantité de monnaie et taux d'augmentation du PIB. Dans l'exemple développé plus haut, la quantité de monnaie était passée de 100 dans l'année t_0 à 110 dans l'année t_1 , tandis que R_{t_1} et E_{t_1} étaient passés respectivement de 1000 et 2000 en t_0 à 1050 et 2010 en t_1 . À supposer que la vitesse de circulation, qui était dans un rapport de 10 par rapport au PIB et de 20 par rapport à E , baisse de 5%, - soit qu'elle passe dans un rapport de 9,5 par rapport au PIB et de 19 par rapport à E - il faudra alors réduire la vitesse de circulation V sur le PIB du taux de 5% normalisé à la différence de 1/10 du PIB par rapport à V , ou bien encore la réduire à une valeur arrondie autour de 9,55. En multipliant 9,55 par 110, on obtient 1050,5, autrement dit 1050 en arrondissant, comme dans le cas où la quantité de monnaie n'était accrue que de 5% et V restait constante.

4. Il ne s'agit pas là uniquement d'un subtil raisonnement académique. C'est exactement le raisonnement monétaire que tint Einaudi lorsqu'il fixa, à l'automne 1947, le taux de réserve obligatoire des banques à 25%, qui eut pour effet de réduire la vitesse de circulation de la monnaie et, par voie de conséquence, l'inflation galopante qui tomba à son taux historique de 5,5% et resta ensuite sous contrôle, dans des proportions évoquées plus haut, avec des effets positifs sur la croissance. Ces effets assez exceptionnels s'expliquent tout à fait dans la théorie monétaire einaudienne. En effet, la lutte contre l'inflation selon Einaudi avait pour but de donner aux entreprises et aux familles, ainsi qu'à l'Etat, des signaux de prix corrects, pour générer un fonctionnement correct de l'économie de marché et des finances publiques et stimuler l'épargne.

On aurait pu objecter à Einaudi que la théorie de l'équation des échanges n'est valable que s'il n'y a pas de carence dans la demande en biens de consommation ni d'excès de capacité productive inexploitée, car dans le cas contraire, l'augmentation de la masse monétaire peut activer la croissance économique sans toutefois occasionner d'inflation. Et en effet, c'était là la thèse des économistes keynésiens qui étaient très influents auprès de la mission américaine en Italie, et influencés eux-mêmes par l'expérience du récent boom économique des Etats-Unis dû à la demande publique en dépenses militaires. C'était également la thèse de la CGIL et du Parti Communiste (voir Références bibliographiques s1).

Mais en mai 1947, alors qu'il était gouverneur de la Banque d'Italie, Einaudi avait repoussé fermement cette thèse dans ses "Considérations finales" du rapport d'activité de la Banque pour l'exercice 1946. En effet, pour couper court à l'objection des Keynésiens selon laquelle l'excès de circulation monétaire dû au déficit du budget de l'Etat et financé de diverses manières, dont la planche à billets de la Banque d'Italie, allait générer de l'inflation, Einaudi avait affirmé: "Je demeure irréductiblement sceptique à l'encontre des théories modernes qui laissent à penser que dans certains pays et dans certaines circonstances, l'épargne puisse se révéler dangereuse. Je pense en

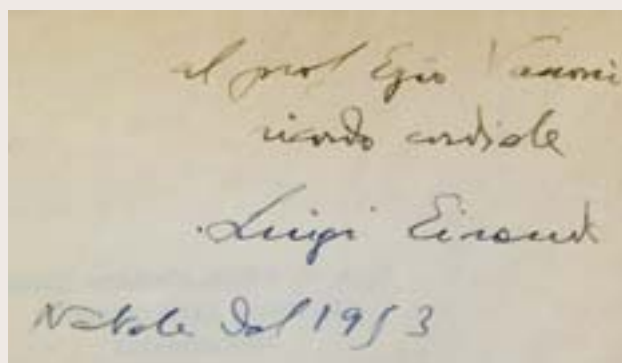




effet que les quelques bribes de vérité contenues dans ces doctrines se limitent à certaines assertions anciennes et communément acceptées sur le bien-fondé de la recherche d'un équilibre idéal entre consommation et épargne. Mais en Italie, il est unanimement reconnu que le rapport entre consommation et épargne, entre production de biens de consommation et de biens d'équipement doit être aujourd'hui corrigé en faveur de l'épargne et des biens d'équipement [...]. Mais l'épargne est fonction de la confiance dans l'unité monétaire [...]. Les épargnants n'accompliront l'acte volontaire d'épargner que s'ils espèrent en retirer une quelconque satisfaction morale et économique. Ils peuvent se contenter de revenus modestes de 0, de 2 ou 3%, mais je doute qu'ils soient encouragés à épargner si on les menace d'expropriation, si on les agresse verbalement ou s'ils se sentent mis au pied du mur. En matière de monnaie, les épargnants sont véritablement découragés par la crainte de la dévaluation et ils assimilent cette dévaluation à un excès de dépenses publiques, excès qui est en fait causé par l'émission de monnaie". Comme

on peut le voir, outre les facteurs objectifs, Einaudi garde bien présent à l'esprit l'élément psychologique de confiance dans la stabilité de la monnaie et à cet égard, il met l'accent sur ce qui distingue l'émission de monnaie pour les besoins du marché, due au processus économique, et l'émission de monnaie pour financer la dette publique. Quand le crédit bancaire était illimité, il était possible de financer cette dette sans réduire le financement de l'économie. Cela entraînait une hausse des prix et l'épargnant perdait confiance dans la monnaie, qui circulait de plus en plus vite en générant une nouvelle inflation. Mais en bloquant le processus, on stabilisait la monnaie, on augmentait l'épargne, le crédit allait à ceux qui en avaient besoin pour des objectifs économique réels, l'Etat pouvait ainsi fournir de façon sélective des moyens financiers à des entreprises publiques inopérantes pour les faire repartir sans créer d'inflation (des entreprises dont la capacité productive était inexploitée, non pas tant pour des raisons macroéconomique, comme Keynes aurait voulu le faire croire, mais pour des raisons sectorielles spécifiques, d'ordre microéconomique). Et de fait, dans les années qui suivirent ces mesures einaudiennes sur le crédit, la stabilité de la monnaie, associée à une politique de financement public sélectif, stimula à la fois la capacité d'épargne et d'investissement, ce qui eut pour résultat une forte croissance économique dans un contexte monétaire stable. En émettant de la monnaie proportionnellement à la croissance prévue du volume des échanges, il fut ainsi possible d'assurer la stabilité monétaire et les moyens de la croissance.

Il faut encore ajouter que le terme de "réduction de la masse monétaire" en référence à l'opération de restriction du crédit



Dédicace d'Einaudi à Ezio Vanoni dans un livre conservé à la Biblioteca Civica de Morbegno (SO), dédiée à cet homme politique valtellinois.

menée par Einaudi en 1947 et aux mesures d'intervention sélective en faveur de l'investissement prises par la suite est, *a posteriori*, excessif. Einaudi avait pris une mesure rapide, stricte et bien calculée, qui ne peut pas se définir comme "restrictive" mais plutôt comme "modératrice", dans le cadre d'une politique à visée fortement psychologique de retour à la confiance dans la monnaie et dans l'épargne.

5. La pensée d'Einaudi sur la monnaie, en rapport avec l'équation des échanges et compte tenu de la distinction entre équilibres globaux et sectoriels, est toujours très actuelle, même par rapport à la crise des marchés financiers provoquée aujourd'hui par les dérives du marché américain des prêts immobiliers. Le problème s'est transmis du marché immobilier, plus particulièrement celui des prêts hypothécaires à risques, au système bancaire, principalement à travers les produits dérivés par lesquels ces prêts ont été transformés en titres obligataires financés à court terme et gérés par des SIV parabancaires (Special Investment Vehicles), qui sont détenus par les banques, en partie pour gagner en jouant sur les différences entre taux long et taux court et en partie pour générer des commissions et des plus-values par la vente de ces obligations à la clientèle. Etant donné l'ampleur prise par le marché des produits dérivés, géré en-dehors des règles bancaires de Bâle qui fixent une obligation de rapport entre crédits et fonds propres, le marché des prêts immobiliers a connu une grande expansion aux Etats-Unis et en Europe. Le recours aux produits dérivés a fini par contaminer le marché de la dette liée aux cartes de crédit, aux crédits à la consommation et aux autres prêts. Mais l'augmentation du coût de l'argent a fini par déstabiliser le marché des produits dérivés. Cette catastrophe aurait pu être évitée si les opérations en question avaient figuré au bilan des banques et si les autorités de contrôle les avaient incluses dans les paramètres fixés par Bâle. Mais rien de tel n'a été fait. La crise a frappé de grandes banques comme la City Bank qui, au cours du troisième trimestre 2007, a déclaré 6,9 milliards de pertes (autant dire 7), qui ne constituent qu'une partie de ses pertes

réelles. Bear Stearns a annoncé pour sa part 4,98 milliards, et on ignore encore le montant de ses pertes globales. Merrill Lynch a annoncé, toujours pour le même trimestre, 5,8 milliards, mais ses pertes sont sans doute bien supérieures. Unicredito, toujours sur la base du troisième trimestre, annonce 4,91 milliards. UBS 4,4 et Crédit Suisse 3,72. La crise a frappé également des banques allemandes moins importantes, comme Landesbank Sachsen Girozentrale (la banque du Land de Saxe en faillite à cause d'une exposition excessive aux *sub-primes* américains, pour quelque 17 milliards d'euros, par le biais de cinq de ses fonds d'investissement), la Deutsche Industrie Kredit Bank et des banques anglaises comme la Northern Rock. La crainte du risque d'insolvabilité, née de cette avalanche de mauvaises nouvelles, a provoqué tout d'abord un blocage du marché des crédits à court terme, ou du marché monétaire, puis elle a généré un malaise diffus dans le monde de la finance et une réticence à prêter de l'argent. Ce qui, à partir de l'été 2007, a poussé les banques centrales des Etats-Unis, d'Europe et de Grande-Bretagne à intervenir sur leurs taux directeurs pour calmer la crise. Dans les années 1930, après la grande crise de 1929 et la dépression qui suivit, Luigi Einaudi s'est opposé à Keynes sur la question de "comment sortir de la crise". Keynes voulait la résoudre par d'importantes injections de monnaie, moyennant un déficit budgétaire de l'Etat, en faisant fonctionner la planche à billets. Et peu importait qu'il s'agisse de dépenses utiles ou pas. L'essentiel était que l'affectation de l'argent injecté par l'Etat dans l'économie génère une hausse des prix. Cette hausse aurait augmenté les profits et provoqué la relance de l'économie. Cette relance aurait augmenté le pouvoir d'achat des ménages qui, avec les billets de banque ainsi obtenus, aurait augmenté la demande globale, faisant ainsi repartir définitivement l'économie. Il n'y avait pas besoin d'impôts pour financer ces dépenses, car les équipements étaient en situation de capacité productive inexploitée et les ouvriers, au chômage. Et l'argent que le gouvernement se serait fait prêter par la banque centrale pour financer ces dépenses de travaux publics aurait généré une augmentation "physiologique"

des prix et non une spirale inflationniste. Opposé à cette thèse, Einaudi soutenait quant à lui qu'un tel programme d'émission massive de monnaie papier, moyennant un lourd déficit public, ne ferait que créer de l'inflation sans résoudre le problème. Car la crise ne venait pas d'une situation globale d'excès de capacité productive inexploitée, mais d'une distorsion sectorielle. En effet, du fait de crédits mal octroyés, on se trouvait face à un excès d'investissements dans certains secteurs de la production qui, développés de façon artificielle, avaient fini par faire faillite, incapables qu'ils étaient de rembourser leur dette. Pour sortir de la crise, il fallait donc rattraper ces erreurs sectorielles en effectuant les restructurations nécessaires. Cela fait, l'économie pourrait alors repartir grâce à des politiques faisant appel à l'épargne effective, sur la base d'investissements adaptés à la demande du marché. Dans ce cadre-là, Einaudi n'était pas opposé à certaines politiques de stimulation de l'économie, comme des programmes de grands travaux publics, mais il niait farouchement que le problème puisse être réglé en faisant marcher la planche à billets pour que le trésor public puisse dépenser sans discernement en s'endettant. Il pensait que cela contribuerait au contraire à une reprise artificielle, avec une dangereuse augmentation des prix et un développement factice, fondé sur des entreprises qui n'existeraient pas sans l'argent injecté par l'Etat, artificiellement soutenues par un crédit bon marché et par la dévaluation de leur dette, au détriment des épargnants et des masses des travailleurs. À terme, cette voie était sans issue. En effet, la crise de 1929 aux Etats-Unis était liée à une expansion excessive du crédit, qui avait provoqué une surproduction de produits industriels et même de biens immobiliers n'ayant pas trouvé une demande adaptée sur le marché. Avec, pour corollaire, le chômage et la débâcle. Et peu à peu, avec la chute des salaires, des profits et des cours de la bourse, c'était bientôt toute l'économie américaine qui était entrée en dépression. Entraînant bientôt des phénomènes analogues en Europe.

6. La question se pose un peu différemment aujourd'hui, mais pas tant que cela, au

moment où l'on se demande s'il est bon d'injecter beaucoup de liquidités dans l'économie, par des baisses importantes et rapides des taux d'intérêts, pour sortir de la crise. Aujourd'hui encore, le fait d'augmenter la masse monétaire a pour objectif de faire monter les prix de ces produits financiers, pour permettre aux banques d'éviter les pertes sur ces titres, ou du moins de les limiter, et de se remettre à financer les investissements comme s'il ne s'était rien passé. Telle est en tout cas la théorie des milieux financiers des banques en difficulté et d'une partie des experts pour résoudre la crise actuelle. Mais les banques centrales ont été beaucoup plus prudentes. Elles n'ont pas voulu interpréter les distorsions sectorielles et l'effondrement du marché des produits dérivés par une sorte de besoin généralisé de crédit, en lien avec une déflation globale. Il est vrai que le problème ne relève pas du rapport entre les banques et l'industrie, mais de celui qui lie les banques aux marchés financiers. Mais même ici, la question est sectorielle, parce qu'elle concerne seulement une partie des banques, pour une partie seulement de leurs produits financiers, et en lien avec une surchauffe. Cela ne concerne pas tout le secteur du crédit, mais une composante seulement qui a commis des erreurs. Cela implique des problèmes spécifiques de restructuration. Le fait que le malaise se soit transmis à tout le système bancaire et à toute l'économie ne justifie pas une cure de santé généralisée par le biais de l'inflation. Certes, la crise de 2007 est beaucoup moins grave que celle de 1929, mais elle a mis en évidence la prudence des banques centrales et leur réticence à prendre des mesures génératrices d'inflation. Une chose est sûre, elles n'ont pas suivi la voie de la "permissivité", comme elles ont pu le faire par le passé: en cela, elles ont suivi la "leçon d'Einaudi".

7. A l'époque où Einaudi a commencé à s'intéresser aux questions monétaires, le système en vigueur était encore celui de monnaies nationales fondées dans une très large mesure sur l'étalon or. Au fil des ans, ce lien s'est dilué, quand il n'a pas carrément disparu. Pendant longtemps, Einaudi a soutenu la nécessité du retour à l'étalon or, tout en reconnaissant que cela pouvait

donner lieu à des déséquilibres. S'il est vrai que, lorsque la quantité d'or est inférieure à la demande, son prix tend à monter, ce qui accroît la nécessité d'aller en extraire davantage, il n'est pas dit que l'or ait une dynamique propre qui soit en rapport avec la croissance économique. En outre, l'équation des échanges qui détermine le pouvoir d'achat de la monnaie a comme variable la



vitesse de circulation et le rapport entre volume des échanges et création de revenu. Mais, affirmait Einaudi, le lien avec l'or est un fait objectif. En revanche, quand la monnaie n'a d'autre base que la décision de la banque centrale d'imprimer plus ou moins de billets, garantis par la signature de son gouverneur, il faut être doublement vigilant. Car il faut d'une part que les dirigeants de la banque centrale fassent preuve d'un grand sens des responsabilités et, d'autre part, que les gouvernements acceptent de ne pas faire pression sur les autorités monétaires pour financer leur dette publique, de façon visible ou par des expédients occultes. En 1944, alors qu'il réfléchissait, du fond de son exil suisse, sur les problèmes économiques de la Fédération européenne (*I Problemi economici della Federazione europea*, voir Références bibliographiques §7), Einaudi voyait dans les grandes dévaluations effectuées par l'Allemagne et l'Italie pour financer la guerre et la reconstruction une des principales causes de l'avènement des régimes dictatoriaux qui ont suivi. De

telles dévaluations avaient suscité le mécontentement des classes laborieuses et ruiné les classes moyennes, faisant le lit de bandes d'intellectuels chômeurs et d'excités de tous bords qui avaient livré le pays aux dictateurs.

Alors qu'il définissait les contours de la future fédération européenne, Einaudi affirmait que le passage du pouvoir monétaire aux mains de la fédération présenterait un avantage considérable. La solution idéale, de son point de vue, était que la monnaie européenne soit adossée à l'étalon or, dans un système d'émission où la monnaie papier et métallique serait pleinement convertible en or. Toutefois, Einaudi jugeait peu probable le retour à l'étalon or. Il pensait plutôt que la banque centrale européenne serait fondée sur une nouvelle unité monétaire de papier, qu'il nommait alors "la lire or", non convertible en or, mais garantie par des réserves en or. Et c'est effectivement ce qui s'est passé. L'adoption d'une monnaie unique européenne devait avoir deux avantages: le premier de faciliter les échanges entre Etats, du fait de la suppression automatique des problèmes de change. Mais cet avantage, déjà considérable, n'était rien comparé au fait que, grâce à cette monnaie, les inflations monétaires - causées par le financement des déficits budgétaires des Etats nationaux moyennant le recours à leur propre banque centrale - seraient devenues impossibles. Certes, la solution n'était pas "miraculeuse", il n'était pas question de "garantir au peuple une monnaie saine", car tout système monétaire privé de son ancrage dans la valeur or est sujet à d'éventuels ajustements. Mais la fin des guerres entre Etats européens allait éliminer de fait une des causes d'inflation par excès de monnaie papier. Et l'opposition des intérêts régionaux à une politique d'inflation favorisant telle ou telle région, associée à la vigilance des représentants des Etats membres, limiterait les politiques inflationnistes. Cette prévision s'est réalisée. Mais il a fallu pas moins de cinquante ans pour arriver enfin à cette monnaie unique européenne.

8. Entre-temps, on a conservé les monnaies nationales, fondées sur le pouvoir des banques centrales, qui n'ont pas toujours été, de par leur fonctionnement institution-

nel, indépendantes des gouvernements en place. Einaudi lui-même fut nommé gouverneur de la Banque centrale italienne, en 1945, tout de suite après la libération du nord de l'Italie, dans un contexte très tourmenté lié à l'urgence, tant politique qu'économique. Et la Banque d'Italie, bien que juridiquement indépendante de l'Etat, était soumise à toutes sortes d'obligations légales de financement des activités d'intérêt national, comme la réserve nationale de blé et le contrôle du change. Le gouvernement disposait d'un compte courant à la Banque d'Italie sur lequel il pouvait se financer sans provision dans des limites non négligeables. En outre, c'est l'Etat qui contrôlait le crédit. Ainsi, le gouverneur n'était pas tout à fait libre dans sa responsabilité de gardien de la lire. Mais dans les "Considérations finales" du rapport d'activité de la Banque d'Italie de 1946, Einaudi lança un "cri d'alarme", en mars 1947 (voir Références bibliographiques) sur les dangers qui menaçaient l'Italie si l'Etat refusait d'intervenir pour limiter la circulation de monnaie. Le message fut entendu. Einaudi lui-même fut appelé quelques mois plus tard au gouvernement, comme ministre du Budget, pour dresser des barrières à la circulation désordonnée de la monnaie. Pour conclure ces pages, écoutons une fois de plus son message historique: "À plusieurs reprises ces derniers mois, ces derniers jours, on a demandé: 'que fait le gouverneur de la Banque d'Italie, que fait ce monsieur qui, comme en 1920, veut détruire la planche à billets et qui, pendant ce temps, continue de signer les billets de la série W?' Je vous ai exposé en toute innocence ce que ce monsieur ne peut pas faire. Mais comme il a le privilège de connaître, quelques jours avant vous, le montant de la circulation – c'est là en gros son seul privilège – ce monsieur aimerait ajouter à ce privilège celui de pouvoir lancer dans cette salle un cri d'alarme: au bout du chemin que nous trace le désir de confort et de popularité, il y a l'abîme, l'anéantissement de l'unité monétaire et le chaos social. Mais en même temps, ce monsieur veut aussi clamer haut et fort sa certitude que nous choisirons un autre chemin!"

* Professeur émérite de Sciences des



Finances à la faculté d'Economie de l'université "La Sapienza", à Rome

Références bibliographiques

§1

Sur la dynamique du PIB et de l'inflation en Italie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, voir F. FORTE et collaborateurs (2003), *Storia dello sviluppo economico e industriale italiano nel '900*, Turin, Associazione del Buongoverno della città di Torino; M. DI PALMA et M. CARLUCCI (1997), *L'evoluzione dei principali aggregati economici nell'ultimo cinquantennio*, in M. ARCELLI (sous la dir.) (1997), *Storia economica e società in Italia, 1947-1997*, Bari, Laterza.

Pour la critique de la politique de stabilisation monétaire adoptée par Einaudi en 1947, voir A. O. HIRSCHMAN (1948), "Inflation and Deflation in Italy", *American Economic Review*, dont une grande partie a été traduite en italien par A. GIANNOLA et publiée sous le titre "Effetti depressivi della stretta creditizia", dans A. GRAZIANI (sous la dir.) (1972), *L'economia italiana. 1945-1970*, Bologne, Il Mulino. Voir également B. FOÀ (1945), *Monetary reconstruction in Italy*, New York, King's Crown Press, dont un extrait a été traduit en italien par A. GIANNOLA, et publié sous le titre *Stabilizzazione e depressione dopo il 1947* in GRAZIANI (sous la dir.) (1972), *L'economia italiana. 1945-1970*, Bologne, Il Mulino.

Sur la position du PCI et la CGIL voir S. STEVE (1997), *Scritti vari*, Milan, CIRIEC, et Franco ANGELI, dans deux de ses écrits: *Ultima Lezione (17 mai 1985)*, pp. 13-15 et *La lezione di Luigi Einaudi*, pp. 608-609. Dans cet ouvrage, Steve donne raison à Einaudi mais affirme hélas que le développement italien fut pendant quelques années considérablement ralenti par rapport à ce qu'il aurait pu être si les capacités productives existantes avaient pu être exploitées de façon plus intense. Or les données sur les taux de croissance moyenne annuelle du PIB de 10% démentent cette thèse. Pour le développement de cette thèse par A. Graziani dans les années 1970, voir son "Introduction" dans GRAZIANI (1972), pp. 30-31.

§ 2

L. EINAUDI (1990), *Il mestiere della moneta*, sous la dir. de R. VILLANI, avec une introduction de M. MONTI et un avant-propos de M. FINOIA, Turin, Utet, Edizioni di Banche e Banchieri: recueil de textes d'Einaudi (pré-

faces d'ouvrages, articles de quotidiens) sur le thème de la monnaie, et divisé en sept parties: 1. Circulation et prix, 2. Circulation et change, 3. La planche à billets, 4. Les changements de régime du papier-monnaie, 5. Assainissement monétaire, 6. Vers la stabilisation, 7. Heri dicebamus.

Sur la théorie monétaire d'Einaudi, voir L. EINAUDI (1931), "Teoria e pratica; e di alcune storture intorno alla equazione degli scambi", *La Riforma Sociale* (septembre-octobre 1931) et L. EINAUDI (1939), "Della moneta «serbatoio di valori» e di altri problemi monetari", *Rivista di storia economica* (juin 1939) ainsi que l'introduction de Luca EINAUDI, R. FAUCCI et R. MARCHIONATTI à L. EINAUDI (2006), *Luigi Einaudi. Selected economic essays*, New York, Palgrave Macmillan.

§ 3

Sur le thème de la capacité productive inexploitée que la politique monétaire d'Einaudi aurait empêché d'utiliser, je renvoie à la bibliographie citée pour le § 1.

§ 4

Les extraits des "Considérations finales" du rapport d'activité de la Banque d'Italie de 1946 se trouvent, outre que dans le document officiel, dans GRAZIANI (1972), pp. 138-140.

§ 7

L'essai de L. EINAUDI (1944), *I problemi economici della Federazione europea*, publié tout d'abord dans *L'Italia e il secondo risorgimento*, Lugano, 1944, a été réédité dans l'ouvrage de L. EINAUDI (1948), *La guerra e l'unità europea*, Milan, Edizioni di Comunità, puis republié dans diverses éditions par il Mulino, Bologne.

§ 8

(voir §4)



Les Fondations intitulées à Luigi Einaudi

par Roberto Einaudi *

Les fondations qui portent le nom de Luigi Einaudi sont au nombre de trois et d'autres sont en voie de création. On peut se demander avec raison pourquoi elles sont si nombreuses. Luigi Einaudi s'est intéressé à tant de choses dans sa vie, et dans des domaines si différents, qu'il n'était pas absurde que des institutions très diverses se reconnaissent dans son œuvre de chercheur et d'homme politique.

C'est le Parti Libéral Italien, où Einaudi avait milité, qui souhaita le premier créer une fondation à son nom. En 1962, quelques mois à peine après sa mort, à l'initiative de Giovanni Malagodi, naissait la "Fondation Luigi Einaudi pour les études politiques et économiques", implantée à Rome.

Au même moment, l'épouse d'Einaudi, Donna Ida et ses trois fils, Mario, Roberto et Giulio, commencèrent à envisager de léguer sa grande bibliothèque spécialisée, riche de plus de 70 000 titres accumulés au cours d'une vie consacrée à l'étude, à une autre institution, cette fois-ci indépendante de la sphère politique. Leur idée était de mettre ce grand patrimoine culturel à la disposition du public, non pas simplement pour le conserver en l'état mais comme ressource active pour contribuer au développement des sciences socio-économiques. Dans un premier temps, il fut question d'une fondation unique avec deux sièges, l'un à Turin et l'autre à Rome, ces deux villes ayant été les principaux lieux d'exercice d'Einaudi, mais cette solution se révéla difficile à mettre en œuvre et en 1964, deux institutions distinctes virent le jour.

La "Fondation Luigi Einaudi de Turin", constituée autour de la grande bibliothèque, fut créée avec le soutien financier de diverses institutions turinoises, l'apport scientifique de l'université des Etudes de Turin et l'infatigable contribution de son premier Président Mario Einaudi. Quant à la "Société Einaudi pour les études monétaires, bancaires et financières", elle vit le jour à Rome, soutenue par la Banque d'Italie et l'Association Bancaire Italienne (ABI) alors dirigée par le gouverneur Donato Menichella.

Ces trois fondations sont indépendantes les unes des autres et leurs objectifs sont résolument différents. La Fondation Luigi Einaudi de Rome, née au départ comme soutien culturel au Parti Libéral, a vu ses buts évoluer vers la promotion de la recherche et des initiatives en faveur de la diffusion de la pensée libérale, indépendamment des partis politiques. La Fondation Luigi Einaudi de Turin, qui siège dans le Palazzo d'Azeglio, est la plus importante des trois: elle se consacre aux études économiques, historiques et sociales. Elle a pour fonction de tenir à jour la bibliothèque (qui compte désormais plus de 220 000 volumes) et de créer et organiser les archives historiques, riches de plus de 400 000 documents. La bibliothèque et les archives, consultées par près de 10 000



chercheurs par an, sont vouées à la recherche post-universitaire. Ce fonds est l'un des plus importants au monde dans son domaine. La Société Luigi Einaudi de Rome, quant à elle, a pour objectif la formation des jeunes et la promotion de la recherche dans le domaine monétaire, bancaire et financier.

L'un des points forts de ces trois fondations est d'encourager les jeunes les plus méritants par le biais de bourses d'étude pour leur permettre d'aller se perfectionner à l'étranger. Pendant les premières années d'activité des trois fondations, ces bourses étaient parmi les rares consacrées à la formation des futures classes dirigeantes en Italie. Les noms des jeunes boursiers d'hier se retrouvent aujourd'hui parmi ceux des professeurs d'université reconnus, parmi les grands journalistes et les hauts dirigeants des grandes entreprises financières et de l'industrie.

À gauche:
La bibliothèque de
Luigi Einaudi à Dogliani.

Sur cette page:
Ida Einaudi Pellegrini
en 1953, dans la
bibliothèque de
son mari Luigi.



Au cours de ces dernières années, on a constaté que les jeunes Italiens formés à l'étranger avaient du mal à trouver du travail correspondant à leurs qualifications en Italie. On a donc créé des "bourses de retour" pour permettre à ces jeunes de talent de rentrer au pays. Et dans ce même but, la Banque d'Italie a décidé de créer à Rome une nouvelle fondation Luigi Einaudi dont l'objectif serait de permettre la création d'une école spécialisée dans le champ monétaire, bancaire et financier.

En outre, le "Centre Einaudi de Turin", aujourd'hui association privée de recherche et de documentation, va lui aussi bientôt se transformer en fondation. Ce qui portera à cinq le nombre des "Fondations Einaudi".

Les trois institutions historiques ont un important catalogue de publications, elles organisent des congrès et des cycles de cours. Par le biais de son "Ecole de libéralisme", la Fondation de Rome organise dans diverses villes d'Italie toutes sortes de cours qui font parfois l'objet d'une publication. Par ailleurs, les "Rencontres amicales" de Rome sont toujours très suivies. La Fondation Luigi Einaudi de Turin a publié, quant à elle, quarante volumes d'annales regroupant des contributions de chercheurs et boursiers dans les domaines historique et socio-économique. Autre outil fondamental pour la recherche sur la pensée einaudienne, la Bibliographie des écrits

de Luigi Einaudi, qui contient des références à près de 4 000 titres. La Société Luigi Einaudi de Rome, pour sa part, publie une collection "Thèmes de recherche", qui permet la diffusion des recherches de ses boursiers. Elle édite aussi des actes de séminaires spécialisés dans les domaines monétaire, bancaire et financier ainsi que le fruit des recherches qu'elle promeut dans le domaine de la concurrence dans le système bancaire.

Parmi les figures qui ont animé ces institutions au fil des années, citons Gaetano Martino, Vittorio Badini Confalonieri et Valerio Zanone pour Rome, Mario Einaudi, Luigi Firpo et Norberto Bobbio pour Turin et Donato Menichella, Paolo Baffi et Carlo Azeglio Ciampi pour la Société Einaudi. Comme on l'a dit, ces trois fondations ont un fonctionnement autonome, ce qui n'empêche pas les initiatives communes. Ainsi, chacune d'entre elles va publier un volume de textes choisis d'Einaudi traduits en anglais. Le premier, *Luigi Einaudi, Selected Economic essays*, édité par la Société Einaudi et publié par Palgrave Macmillan, a été présenté à Londres l'an dernier. Les volumes suivants seront bientôt sous presse.

En mai 2008, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de l'élection de Luigi Einaudi à la présidence de la République, sera inaugurée au Quirinal une grande exposition sur Einaudi chef d'Etat et chercheur. Elle sera par la suite présentée à Milan et Turin.

** Architecte, membre du Conseil d'administration des trois fondations historiques Luigi Einaudi et président de celle de Rome.*

Sur cette page:
Le Palazzo d'Azeglio
à Turin, siège de la
Fondazione Luigi
Einaudi.

À droite:
L'ancien président,
pensif, dans sa maison
de San Giacomo en
1958.



La recherche des légendes accompagnant les illustrations du rapport d'exercice annuel a été effectuée par Pier Carlo Della Ferrara.

Les textes reflètent l'opinion des auteurs et n'engagent pas la Banca Popolare di Sondrio (SUISSE).

Remerciements

Nous remercions toutes les personnes et les institutions qui, à titres divers, ont contribué à la réalisation du présent recueil en fournissant des documents, des informations, des précisions et des suggestions. Nous tenons à remercier tout particulièrement M. Roberto Einaudi, architecte, Mme Dr Paola Giordana, de la Fondazione Einaudi de Turin, M. Villi Hermann, auteur du film documentaire *Luigi Einaudi. Diario dell'esilio svizzero* [Luigi Einaudi. Journal d'exil en Suisse] (2000), Mme la Professeure Giuliana Limiti, Archivio di Stato, Bellinzona, L'agence de la Banque d'Italie à Sondrio et la Biblioteca Civica «Ezio Vanoni» de Morbegno.

Sources et références photographiques

Biblioteca Civica «Ezio Vanoni», Morbegno (SO): p. XLII
Roberto Einaudi, Rome: pp. VII, XII, XV, XXIV, XXIX, XXXIV, XXXV, L
Fondazione Luigi Einaudi, Turin: pp. I, II, IV, V, VI, VIII, XI, XVI, XVIII, XIX, XXI, XXV, XXVI, XXVII, XXVIII, XXX, XXXI, XXXII, XXXIII, XXXVI, XLVIII, XLIX, LI
Imagofilm, Lugano, © Giulio Casanova: pp. XVII, XXIII
Massimo Mandelli, Sondrio: p. XLII
La Banca Popolare di Sondrio (SUISSE) reste à la disposition des détenteurs des droits iconographiques pour les photos dont les propriétaires n'ont pas pu être identifiés ou retrouvés, afin de s'acquitter des obligations prévues par la réglementation en vigueur.

GRAPHISME
Lucasdesign, Giubiasco

RECHERCHES ET COORDINATION
Myriam Facchinetti

Luigi EINAUDI,
Intervention à
l'Assemblée constitu-
tive du 29 juillet 1947,
dans *Atti parlamentari*,
Assemblea Costituente,
Assemblea plenaria,
Discussioni, seduta
208, v. 6, Rome,
Tipografia della
Camera dei Deputati,
[1947].

«L'Italie vote pour
la République» en
première page de
tous les journaux
Archivio Leoni/Archivi
Alinari (1946)